L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

À LA UNE
INTERVIEW :
LAURENT BOUSCHON,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
GROUPAMA PARIS-VAL DE LOIRE

ENTREPRISES
FAIVELEY TRANSPORT
GROUPE WABTEC
AU SERVICE
DE PROJETS
D'ENVERGURE

AGRICULTURE
INTERVIEW :
MARC FESNEAU,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

DOSSIER

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

Gratuit #27
Novembre décembre 2022 édition de l'Indre-et-Loire
www.lepicentre.online

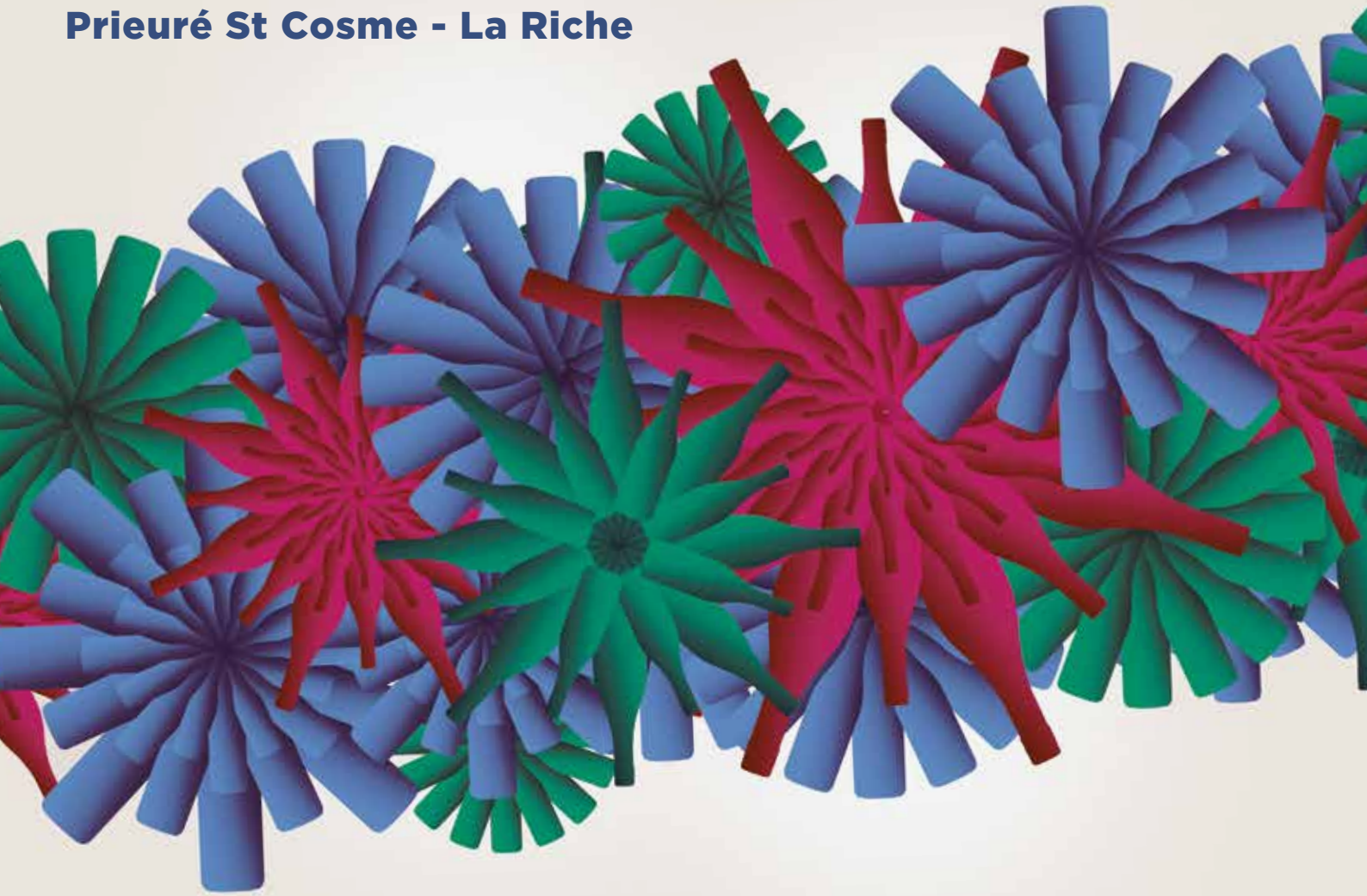
© freepik

FESTIVAL DES VINS DE TOURAINE

ÉDITION 2022

Informations sur
www.vintouraine.com

Samedi 12 novembre 2022
Prieuré St Cosme - La Riche



TOURAINE
VINS DU VAL DE LOIRE

- **Entrée gratuite de 10h à 18h30**
- **Verre de dégustation 2€**
- **32 domaines**
- **Ateliers culinaires**
- **Moments apéritifs**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

AXÉ'VIGNE

Crédit Mutuel

ÉDITO

Novembre décembre 2022
ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE
Gratuit
#27
www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Chateaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION
Imprimerie Baugé, Descartes

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

IMPRIM'VERT

FSC
www.fsc.org
RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C004166

Le constat est clair. La pénurie de main d'œuvre est là. Mais, loin de s'apitoyer sur son sort, le chef d'entreprise cherche des solutions à ce problème. Et, si l'une de ces solutions se trouvait dans l'enseignement supérieur ? Si l'entreprise manque de personnel, ne faudrait-il pas plus former, mais surtout mieux former, pour répondre à ce manque ?

Former plus, c'est ouvrir plus de places, plus de classes et plus d'établissements, qu'il s'agisse d'universités publiques ou d'écoles privées. Ces établissements doivent s'implanter partout sur le territoire, dans nos villes, mais aussi dans des territoires dits « ruraux ».

Mieux former, c'est d'abord améliorer l'orientation de nos jeunes, avant et après le passage du bac. Pour ceux qui connaissent déjà leur futur métier, les accompagner efficacement dans leurs démarches. Pour ceux qui n'ont pas encore trouvé ce qu'ils voulaient faire de leur vie, les accompagner, toujours efficacement, pour qu'ils fassent le « bon » choix. Et, quand on parle de « bon » choix, il ne s'agit pas de celui de ses parents ou de ses professeurs, mais celui du jeune, seul capable de savoir quel chemin il voudra prendre dans la vie.

Mais l'enseignement supérieur, doit aussi répondre aux besoins, actuels et futurs, des entreprises. Actuels à cause des problématiques de recrutement. Futurs, car les jeunes sont l'avenir de notre société et ce sont eux qui façonneront l'entreprise de demain.

L'enseignement supérieur et la formation en général incarnent donc un futur à la fois proche et tellement éloigné. Les jeunes qui sortent avec le bac en poche cette année seront pleinement implantés sur le marché du travail dans une dizaine d'années quand d'autres auront déjà commencé à gravir plusieurs échelons au sein de leur entreprise.

L'enseignement supérieur, c'est donc faire des choix. Pour les jeunes, comme pour les territoires qui y voient un formidable outil d'attractivité.

Et, quand un choix est fait, le droit à l'erreur, le droit de se tromper existe. Ce droit doit être reconnu de tous. Se réorienter ou se reconvertir ne doit plus être une honte. Cela peut donner lieu à des parcours incroyables…

Car, l'enseignement supérieur, c'est à n'importe quel âge de la vie. Et vous, avez-vous déjà pensé à retourner un jour dans une salle de classe ?

Bonne lecture à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

6 EN BREF

UN PARTENARIAT ENTRE LA CPME, LE GPA ET L'URSSAF...

8 À LA UNE

INTERVIEW : LAURENT BOUSCHON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE GROUPAMA PARIS-VAL DE LOIRE

« LE RISQUE CLIMATIQUE DEVIENT TRÈS ALARMANT »

9 ACTUALITÉS

ISF, UN GUICHET UNIQUE POUR LA COMMUNICATION

19 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE ÉMILIE TARDIF

EMPLOI FORMATION

MANAGEMENT L'importance du parcours d'intégration en entreprise

EN PRATIQUE Reconversion professionnelle : comment se lancer ?

TRANSITIONS Le granulé bois, victime de son succès

30 LE DOSSIER

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

38 ART DE VIVRE

LIVRES

PATRIMOINE

40 CONSOMMATION

REPARTOURSNTRUCK, LE RÉPARATEUR D'ÉLECTROMÉNAGER ITINÉRANT

LA PROFESSIONNALISATION DU MARCHÉ DE L'OCCASION EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

42 CONJONCTURE

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN CENTRE-VAL DE LOIRE ET EN FRANCE

© Freepik

© Jérémy Clavier

Forteresse de Montbazon

le Village du Père Noël

Fêtez votre arbre de Noël !

Illuminations féeriques - Jongleurs
- Maquillage - Spectacles
- Ateliers créatifs - Patinoire
- Visites contées

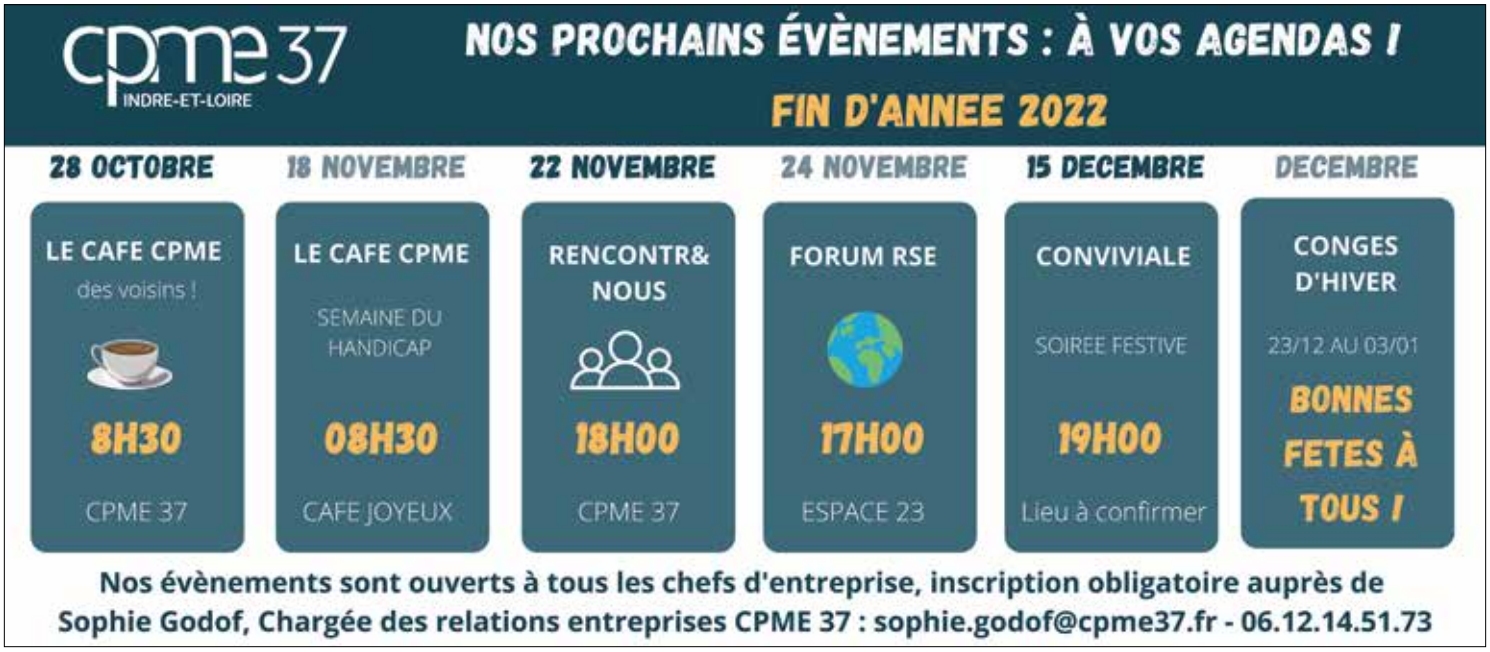
Réservation : forteressedemontbazon@gmail.com - 02 47 34 34 10

Un partenariat entre la CPME, le GPA et l'Urssaf pour accompagner les entreprises dans le remboursement des dettes différées

Alors que, de l'avis même des représentants des chefs d'entreprise du GPA et de la CPME, l'Urssaf a pris ses responsabilités dans le fameux « quoi qu'il en coûte » de l'ère COVID, l'organisme va reprendre ses recouvrements d'ici la fin de l'année. Ensemble, ils lancent un appel aux entrepreneurs qui n'auraient pas encore épongé leurs dettes : « c'est le moment de se faire connaître. »

En mars 2020, alors que les entreprises françaises sont quasi toutes à l'arrêt, l'État et son recouvreur Urssaf, mettent rapidement en place des mesures exceptionnelles, dont des exonérations, des allègements et des reports de cotisations sociales. En partenariat avec le GPA (groupement de prévention agréé), émanation de la CPME et acteur de prévention des difficultés en entreprise, qui leur remonte les cas les plus alarmants, l'Urssaf Centre-Val de Loire assure, par la voix de son directeur Julien Floc'h, qu'ils sont allés jusqu'à *« faire de la dentelle pour aider les chefs d'entreprise. Ensemble, nous militons pour être des facilitateurs et pour un recouvrement plus humain. Nous devons sans cesse jongler entre la performance du recouvrement – parce que nous avons la protection sociale, de tous, à financer – et l'accompagnement et la compréhension de la réalité du quotidien du chef d'entreprise ».* Le paiement de la part patronale des cotisations sociales de la période COVID s'est donc fait de manière très progressive. Toujours selon lui, 95 % des entreprises de la région ont accepté les plans d'apurement proposés et la majorité a remboursé les dettes.

Pour les autres, l'Urssaf annonce avoir recommencé les recouvrements. *« À l'automne, nous envoyons les relances puis les mises en demeure pour les entreprises qui ne réagissent pas. »* Aussi, le recouvreur conseille aux entreprises : *« Si vous n'avez pas la possibilité de payer tout de suite, contactez-nous maintenant ».* Des plans d'apurement sans pénalités sont encore possibles dans les prochaines semaines, pour les entreprises qui se rapprocheront de l'Urssaf. En 2023, il sera trop tard. S'il mentionne le droit à l'erreur dont bénéficie le chef d'entreprise, et la bienveillance dont saura encore faire preuve l'Urssaf – eu égard aux difficultés conjoncturelles qui se succèdent – le recouvreur se veut un peu plus ferme en cette fin d'année. Il rappelle que le système, déclaratif, se veut basé sur la confiance mutuelle et que l'entreprise *« ne doit pas financer sa trésorerie avec la protection sociale. »* Patrice Duceau, président du GPA Centre-Val de Loire, abonde : *« aider les entreprises, ça a du sens collectivement pour sauver l'emploi et donc le financement de la protection sociale. Les services de l'État et les entreprises ont maintenant bien compris que jouer collectif est primordial ».*



LECERCLEDIGITAL
creative campus

Enfin une école de Pub bac+5 à Tours !

Emmanuel Roc, Jérôme Argelich et les étudiants de l'école du Cercle digital

M. Roc, vous êtes le fondateur de la première école de communication à Tours, le Cercle digital. À qui s'adresse-t-elle ?

Emmanuel Roc : À tous les étudiants qui souhaitent s'orienter vers les métiers de la création. Vous y retrouverez des cours de design, photo, vidéo, graphisme, digital, mise en page, marketing, stratégie, création numérique, applis VR, création web UI/UX.

Je crois que cette année vous avez opté pour une orientation plus publicitaire ?

ER : Effectivement, l'arrivée de Jérôme Argelich qui a travaillé en tant que créatif dans de nombreuses agences de publicité à Paris vient renforcer cette direction créative et donner un nouvel élan à l'école.

Jérôme Argelich (Responsable des programmes) : Nous proposons d'ailleurs à partir de la rentrée 2023 un mastère dédié aux métiers de la création publicitaire. Les étudiants pourront y apprendre trois métiers complémentaires : la direction artistique, la conception-rédaction et le planning stratégique.

M. Argelich, j'en profite pour vous demander quelle est votre mission ?

JA : Avec Vincent Suzat (Responsable pédagogique), nous aidons les étudiants à trouver des concepts forts, construire des stratégies innovantes et donner du sens à leurs idées. Mais la créativité ne se limite pas seulement à la publicité, elle est également présente dans tous les cours enseignés au Cercle digital.

Et où les étudiants trouvent-ils l'inspiration ?

JA : La créativité est partout ! Il n'y a pas de sous-culture, tout est potentiellement intéressant et donc inspirant. De plus nous vivons une époque exaltante, le Metaverse et l'IA sont en train de transformer notre monde.

Vous parlez d'Intelligence Artificielle ?

JA : Par exemple Midjourney est une IA de création graphique fantastique. Nos enseignants en parlent déjà dans leurs cours et nos étudiants bénéficient d'un abonnement qui leur permet de tester cet outil sous toutes les coutures.

Un dernier conseil pour les étudiants ?

JA : Amusez-vous, cassez les codes et créez les grandes campagnes de demain ! N'oubliez pas, la meilleure façon de prédire le futur, c'est de le créer.

Le Cercle digital, 8 bis Rue Daniel Mayer, 37100 Tours

www.le-cercle-digital.fr

02 46 46 67 10

Interview : Laurent Bouschon, directeur général de Groupama Paris-Val de Loire

« Le risque climatique devient très alarmant »

À la tête de la caisse régionale Groupama Paris-Val de Loire depuis un an et demi, Laurent Bouschon constate la récurrence et l'aggravation des phénomènes climatiques. La compagnie d'assurance encourage les mesures préventives et cherche à préserver ses équilibres financiers.

Laurent Bouschon, directeur général de Groupama Paris-Val de Loire.

En avril 2021, Laurent Bouschon a pris la succession d'Éric Gelpe à la tête de Groupama Paris-Val de Loire. Après un parcours entièrement consacré au monde de l'assurance, principalement chez Groupama, il dirige la caisse régionale présente en Île-de-France, dans la Somme et l'Oise, l'Yonne et sur l'axe ligérien (Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire). Groupama Paris-Val de Loire dispose d'un réseau de 154 agences et compte plus de 1600 collaborateurs.

L'Épicentre : *Après un an et demi en tant que directeur général de Groupama Paris-Val de Loire, quelles sont les caractéristiques et l'activité de la caisse régionale ?*
Laurent Bouschon : *La caisse régionale Groupama Paris-Val de Loire est une compagnie d'assurance de plein exercice et distribue l'ensemble des produits IARD, Vie et Services du Groupe qui compte neuf caisses régionales métropolitaines. Elle se situe en milieu de tableau avec 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. Mais représente le plus important potentiel de développement car elle couvre un territoire où vit 25 % de la population nationale. Grâce à ce potentiel et au dynamisme de nos équipes, notre niveau de développement annuel atteint 6 % contre 3 % en moyenne pour l'ensemble des caisses régionales.*
Historiquement présents en milieu rural, nous avons renforcé nos implantations dans les zones de plus forte densité urbaine.

Ces derniers mois ont été marqués par des phénomènes climatiques répétés : grêle, sécheresse, incendies. Quelles en sont les incidences sur l'activité de Groupama Paris-Val de Loire ?
L'année 2022 sera de toute évidence une très mauvaise année pour tous les assureurs. Désormais, le risque climatique devient très alarmant. On observe à la fois une fréquence plus rapprochée des phénomènes climatiques, inondations, grêle, incendies liés à la sécheresse, et une aggravation des dégâts. Les grêlons sont passés de la taille d'une balle de golf à celle d'une boule de pétanque. S'ajoute à cela l'augmentation du prix des matières premières qui fait que les coûts de remise en état explosent.
Sur le seul premier semestre 2022, les assureurs ont payé l'équivalent de 18 mois de sinistres en temps normal. Pour le groupe Groupama, le coût du risque climatique représente déjà 900 millions d'euros sur cette année.

Cette aggravation des risques climatiques va-t-elle entraîner une augmentation des primes payées par les assurés ?
Dans la mesure où les coûts des sinistres dépassent les primes perçues et que l'exceptionnel devient récurrent, il nous faudra nécessairement préserver nos équilibres financiers en augmentant nos cotisations dans une limite qui doit toutefois rester supportable pour nos sociétaires.
Nous renforçons en même temps les mesures préventives, par exemple les alertes orage pour inviter nos assurés à mettre leurs véhicules et leurs biens à l'abri avant qu'il ne soit trop tard.

Propos recueillis par Bruno Goupille

Un projet de développement en trois P

En avril dernier, un an après son arrivée, Laurent Bouschon a lancé le projet de développement « PRSE 2025 » de Groupama Paris-Val de Loire. Construit après un travail collaboratif de 9 mois, ce plan triennal s'articule autour de trois grands axes commençant par la lettre P : Performance pour équilibrer les comptes et financer le développement, Planète pour conduire des actions volontaristes de respect de l'environnement, People pour souligner la priorité donnée à l'humain et à l'épanouissement de chacun.
Ce plan a été présenté lors d'une convention réunissant les collaborateurs et les élus de la caisse régionale d'assurance.

ISF, un guichet unique pour la communication

Avec le rachat en début d'année d'Imprinova, spécialiste de la signalétique, ISF Communication continue d'élargir sa palette de compétences.

Katia Dufour.

« Notre objectif est de proposer une prestation complète en matière de communication : du conseil au routage, en passant par la création, le développement digital – création de sites, animation des réseaux sociaux —, l'impression offset et numérique, le façonnage ou encore la signalétique. Quand un client passe la porte d'ISF, nous devons pouvoir répondre à toutes ses demandes », explique Katia Dufour, qui tient les manettes de l'entreprise depuis 2011. Avec succès, puisque reprise à l'époque à la barre du tribunal, ISF a vu depuis son chiffre d'affaires plus que quadrupler. *« Nous avons toujours enregistré une croissance à deux chiffres »*, souligne cette comptable de formation, entrée dans le monde de l'imprimerie en 1993 – à l'époque chez Garillon, à Vendôme — par ce biais. L'entreprise, qui conserve des locaux à Vendôme, a quitté en février ses pénates blésoises de la rue de Vauquois pour de nouveaux locaux près de Cap'ciné : *« L'objectif est de rassembler en un même lieu tous les savoirs »*, explique la dirigeante. À peine emménagée, ISF, qui compte aujourd'hui 25 salariés, s'agrandit déjà. *« Un bâtiment de 450 m² est en cours de construction – ce qui portera l'espace total à 2 000 m² – pour accueillir l'activité signalétique. Je pensais qu'il serait trop grand, mais il sera finalement d'emblée plein »*, avoue-t-elle. Il faudra sans doute encore pousser les murs à l'avenir, car Katia Dufour n'entend pas en rester là. *« Nous continuerons à faire de la croissance externe, notamment pour aller chercher des compétences que nous ne maîtrisons pas encore, comme l'événementiel par exemple »*, planifie l'entrepreneure. Elle concède néanmoins que la projection se fait plus incertaine : *« Le contexte baisse notre ligne d'horizon : les crises qui s'enchainent – covid, énergie, matières premières, inflation — compliquent indubitablement la donne »*. Elles ne semblent néanmoins pas avoir de prise sur le dynamisme de la chef d'entreprise, sûre de ses forces : *« Notre réactivité, notre savoir-faire et notre capacité d'adaptation sont reconnus. Chez ISF, nous aimons les moutons à cinq pattes »*, assure-t-elle, exposant fièrement un leporello – un *« livre-accordéon »* – de pas moins de 4 m de long qu'elle vient de façonner pour un cabinet d'architecte. Si la clientèle d'ISF est aujourd'hui majoritairement locale, Katia Dufour n'entend, là-encore, pas en rester là : le recrutement d'un commercial pour développer la clientèle parisienne est en cours.

Frédéric Fortin

isf Créer Imprimer Communiquer

Un site web ? Indispensable !

75% des consommateurs jugent la crédibilité d'une entreprise sur le DESIGN de son SITE INTERNET

82,7% des internautes français ACHÈTENT EN LIGNE

56% des internautes n'ont PAS CONFIANCE dans les entreprises SANS SITE WEB

Oui !

Il s'agit d'un outil de communication incontournable pour répondre à vos objectifs, que ce soit de vous faire connaître ou encore d'augmenter votre chiffre d'affaires...

En fait, votre site internet c'est un commercial de votre entreprise, disponible tout le temps et partout !

En lien avec vos clients, il offre à votre entreprise une publicité permanente et détaillée, une vitrine dont vous avez le contrôle sur le contenu.

Bienvenue au Pôle Com' d'ISF
Un lieu unique bouillonnant de talents au service de votre com' PRINT & WEB

2, rue des Onze Arpents · Blois
02 54 56 43 43
contact@isf-communication.fr
isf-communication.fr et isf-imprimerie.fr

FAIVELEY Transport – Groupe WABTEC au service de projets d'envergure

Disposant de deux sites en Touraine, Saint-Pierre-des-Corps et la Ville-aux-Dames, la société FAIVELEY Transport - Groupe WABTEC multiplie les projets en France, en Europe et à l'international. L'excellence française et régionale s'exporte.

Créé en 1967, FAIVELEY Transport Tours a intégré en 2016 le groupe américain WABTEC côté en bourse pour lequel *« il constitue le Centre de compétences pour la conception et la fabrication des systèmes de portes d'accès pour le secteur ferroviaire »* souligne Éric Ernot, Directeur de la Gestion de Projets.

Un Centre de compétences pour des projets d'envergure

Résolument tourné vers l'innovation, FAIVELEY Transport est présent sur l'ensemble des segments du marché, comme les trains régionaux, les tramways et métros ou encore les trains à grande vitesse. De la fabrication de portes d'accès des trains en passant par celle des façades des quais, des signalisations électriques ou encore des marches-pieds, la notoriété du groupe est assise depuis longtemps dans le secteur très pointu du ferroviaire. Ce dernier connaît un nouvel essor du fait d'enjeux environnementaux majeurs.

Si beaucoup de projets dans le portefeuille du groupe concernent aujourd'hui le Grand Paris (la ligne 4, le métro MP14 pour les Jeux Olympiques 2024, le RER nouvelle génération), l'activité européenne et internationale n'est pas en reste avec des projets portant sur les TGV allemands et américains, le métro de Montréal, les façades de quais à Bruxelles ou encore les portes d'accès des trains Eurotunnel.
« Nos principaux clients sont des fabricants comme la SNCF, Alstom, la RATP ou encore Siemens et l'implantation en France est vitale pour le SAV de ces clients. Outre la qualité, la rapidité et la proximité dans un métier de service sont primordiales », souligne Éric Ernot.

En 2022, le groupe a lancé sur le site de Saint-Pierre-des-Corps un investissement significatif dans l'impression 3D avec l'aide de la Région Centre-Val de Loire. Ce projet permettra de satisfaire des besoins et de fournir des pièces qui ne sont plus fabriquées aujourd'hui chez les constructeurs ou les sous-traitants.
« Nous apportons une solution à un problème majeur pour les entreprises ferroviaires qui doivent être en mesure de changer un composant défectueux le jour même pour assurer la disponibilité des trains » rappelle Éric Ernot. La première machine reçue cette année sera bientôt suivie d'une seconde, début 2023.

Éric Ernot, Directeur de la Gestion des Projets chez FAIVELEY Transport.

Dans ce contexte propice aux projets, FAIVELEY Transport n'échappe pas, comme d'autres industriels, à l'hyper inflation des matières premières, à la rupture des composants du jour au lendemain et à la flambée du coût de l'énergie. Le Direction de la Gestion des Projets le concède, *« cela peut devenir un problème en termes de compétitivité »*. Alors demain plus qu'hier, la R&D travaille sur la durée des produits, leur résistance, la cyber-sécurité ou encore l'électronique.

Attirer les talents

Si les deux sites de Touraine comptent quelque 800 collaborateurs, l'entreprise recrute actuellement une soixantaine de talents et elle le fait savoir. Les projets en cours, les appels d'offres remportés dans un contexte permanent d'innovation et d'excellence appellent les talents. Des postes d'ingénieur, de technicien commercial, de gestionnaire administratif des ventes sont ouverts sur son site internet (Wabtec.com) et également des postes intrinsèquement liés à l'arrivée des imprimantes 3D.

Avec un budget formation quasi-doublé en deux ans passant de 100 000 euros en 2020 à 225 000 euros en 2022, Éric Ernot se félicite de *« l'accompagnement durable par le Groupe des collaborateurs et des managers sur des thématiques diverses. Les jeunes profils d'ingénieurs, même sortis d'études, ont eux aussi soif d'apprendre »*.
Centre de compétences assurément, terreau d'innovation et leader du secteur avec des projets à l'échelle internationale, FAIVELEY Transport coche donc toutes les cases de l'excellence française et régionale.

Camille Colloch

Casser les codes !

Fondé à Tours en 2019, Yield Studio propose aux start-up et aux entreprises de transformer leur business en produits digitaux (applications web et mobile). Sa promesse : un code de grande qualité pour des applications performantes qui s'adaptent aux évolutions.

« Casser les codes des métiers du code », telle est la maxime de Yield Studio, agence de développement web et mobile, qui mise sur les développeurs seniors pour garantir la qualité technique des produits digitaux qu'elle réalise. *« Avec mon associé, on est parti d'un constat assez simple : les agences proposent trop peu de qualité dans les produits finaux qu'elles livrent, elles cherchent avant tout la rentabilité, en recrutant d'abord des profils juniors qui ne sont pas trop chers, ce qui ne permet pas de garantir une certaine qualité. Avec Yield Studio, on a tout misé sur les développeurs seniors pour justement avoir une vraie garantie de qualité »*, explique Cyrille Adam, co-fondateur de l'entreprise, avant de poursuivre : *« Pour un produit digital de qualité, il faut un code extrêmement bien construit. Il faut des fondations solides, comme quand on construit un immeuble. Si on pense mal le code au début, quand l'entreprise doit assurer une croissance et faire évoluer ses produits digitaux, ça peut être compliqué. »*

Le principe de Yield Studio est simple. Une entreprise a une idée « business », mais il lui manque un produit digital de qualité, une application, qu'elle soit web ou mobile, pour la promouvoir, la mettre en avant ou la rendre opérationnelle : Yield Studio s'en charge ! *« On s'engage à concevoir un premier prototype de l'application en dix jours. Pendant cette phase, on fait intervenir les utilisateurs finaux, on leur fait tester le prototype pour vérifier qu'il correspond bien aux attentes du marché »*, énonce Cyrille Adam. Après quoi, Yield Studio passe au design et au développement de l'application. *« À la fin de chaque cycle, on présente aux clients les fonctionnalités, on échange énormément avec nos clients. »*

« Apporter une âme aux métiers du code ! »

« À partir du moment où l'on commence un projet avec un client, celui-ci a une squad - (NDLR : petite équipe pluridisciplinaire) dédiée jusqu'à la fin de la mission », affirme le co-fondateur du studio de développement web et mobile. Apporter un supplément d'âme aux métiers du numérique, une dimension d'accompagnement et de conseils aux clients, et préserver une collaboration à taille humaine, fondée sur l'échange, la coopération et la réactivité sont autant de choses qui comptent pour lui et ses équipes. Et qui semblent également satisfaire les clients.

« Comme dirait l'un de nos clients, "beaucoup de sociétés de services informatiques disposent de l'expertise et de la technologie, mais Yield possède une qualité supplémentaire : l'empathie. Ils prennent le temps de comprendre les enjeux et les besoins". »

Installé à Tours, et également à Paris depuis un an, Yield Studio compte aujourd'hui sept collaborateurs. D'ici juin 2023, l'entreprise compte bien doubler son chiffre d'affaires et recruter trois développeurs supplémentaires afin de constituer une deuxième squad. Les recrutements sont d'ailleurs lancés sur le site internet Welcome to the Jungle.

Johann Gautier

Le décryptage savoureux de *« l'Homo Numericus ou la civilisation qui vient »* par Daniel Cohen

Le 3 octobre dernier à l'école Excelia à Tours, l'économiste et président de l'École d'Économie de Paris, Daniel Cohen décryptait cette prétendue « civilisation » qui bouleverse nos vies et se nomme « Homo Numericus ».

Abondance versus appauvrissement

C'est avec une certaine provocation que Daniel Cohen a ouvert la conférence du *« 25e Rendez-vous de l'Histoire »* en partenariat avec la CCI Touraine, en lançant :
« L'amour ? Désormais c'est Tinder !
Le bureau ? En télétravail !
Un nouveau job ? Ce sont les algorithmes qui recrutent !
Les partis politiques ? C'est sur Twitter ! »
Avec verve, l'économiste a séduit un public de chefs d'entreprise, d'acteurs du territoire et d'étudiants. Il a dressé un portrait de *« l'Homo Numericus, cet être submergé de contradictions, qui veut tout contrôler, mais qui est lui-même irrationnel et impulsif, poussé à des comportements addictifs par ces mêmes algorithmes qui surveillent les moindres détails de son existence. »*
Citant Durkheim, le théoricien de l'anomie sociale (combinaison de la solitude sociale et de la perte de la compréhension des lois qui gouvernent la société), il expose les limites de cette promesse d'abondance offerte par internet et les réseaux sociaux qui laissent souvent *« le gosier sec avec l'appauvrissement des relations humaines et l'éclatement des inégalités. »*
Daniel Cohen distille son intervention de savoureuses *« petites phrases »* rendant son propos tout à la fois riche, haletant et concret. *« Tik Tok ou le formidable rétrécissement de la capacité d'intelligence »* sert ainsi d'exemple pour illustrer la nouvelle révolution en marche, celle où l'objectif est de gagner en productivité.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

« Aujourd'hui on se dispense de faire la cour, on veut faire des économies de temps et de bagage effectif. Il y a une vraie transformation du rapport amoureux. Tinder en première intention est une révolution extraordinaire quand le milieu social se raréfie et qu'il s'agit d'élargir le champ de sa sociabilité. » Le problème relève Daniel Cohen, est que la plupart des utilisateurs tombent dans la recherche du chiffre : *« on est à la recherche d'une optimisation de la rencontre ».*
Il y a donc premièrement selon l'économiste, une rupture d'ordre anthropologique : *« on cherche à créer de la distance entre les humains, ce que l'on comprend d'ailleurs mieux depuis le Covid-19. Cette crise épidémiologique a accéléré la révolution numérique. »*
Plus préoccupant décrit Daniel Cohen, est la manière dont *« on taylorise la pensée, l'imaginaire, sur le monde, sur soi-même ».* Si les réseaux sociaux et Internet permettent de donner accès à une infinité de savoirs le monde d'aujourd'hui voit les fake-news et les post-vérités prendre l'ascendant. Une fake-news circule vingt fois plus vite qu'une information certifiée, visant la multiplication des likes et tweets.

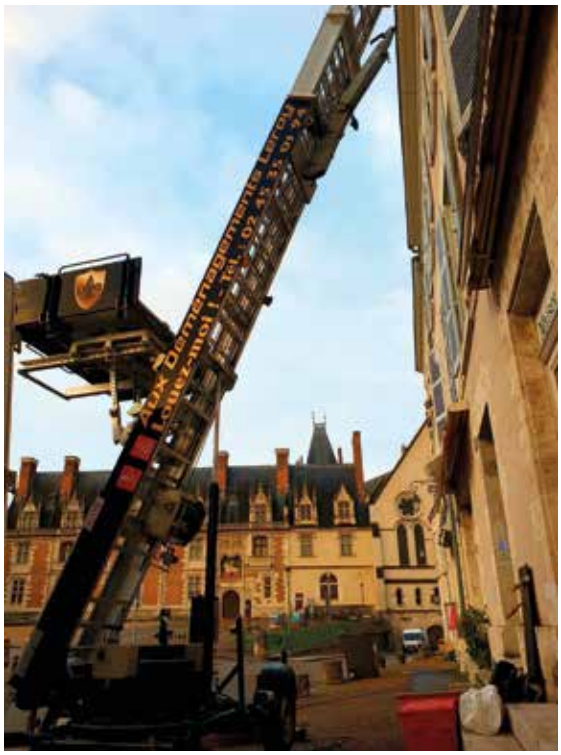
L'économiste Daniel Cohen le 3 octobre 2022 à Tours.

Or, dans l'univers des réseaux sociaux, le processus de certification d'une information n'existe pas : *« on est à la recherche de la confirmation des préjugés qu'on peut avoir. La manière d'agréger se construit autour d'idées qui fonctionnent comme un ghetto numérique, où l'on est soudé par la détestation de ceux qui ne pensent pas comme vous. Sur le net, on cherche des informations à son image. Cela vient d'ailleurs télescoper notre vie démocratique. »*
Pour illustrer son propos, Daniel Cohen a interpellé l'auditoire sur les ghettos numériques qui organisent et modifie en profondeur la vie politique en prenant l'exemple de Donald Trump et sa pratique des réseaux sociaux : *« Aujourd'hui la vie politique c'est un chef et Internet. Il agrège des followers et cela devient un groupe. Lors de la dernière élection française, les quatre premiers partis sauf le RN ont été créées par leur candidat. On crée son propre parti pour avoir le pouvoir »* constate l'économiste.
Si l'analyse de la civilisation dépeinte par Daniel Cohen renvoie une image négative et anxiogène, elle donne assurément à réfléchir et l'Intervenant a clôturé son intervention sur une note optimiste *« dans chaque monde, il y a une face lumière et une face sombre. Pour que la lumière gagne sur l'obscurité, la révolution numérique a besoin de corps intermédiaires, d'éthique professionnelle, de règles et de déontologie. »*

Camille Colloch

« Aux Déménagements Leroy »

« Notre entreprise de déménagement est une entreprise familiale créé en 2018 à Veuzain-sur-Loire et Blois, dirigée par une femme qui a su s'entourer d'une équipe de neuf déménageurs formés pour répondre à tous vos besoins jusqu'aux plus spécifiques, vous permettant un accompagnement personnalisé. »



Nos formules vont de la prestation complète à la prestation transport

Conscient de l'environnement économique actuel, nous proposons également une prestation *« location camion VL avec un chauffeur déménageur professionnel »*. En effet, nous avons constaté que vous êtes de plus en plus nombreux à opter pour un déménagement entre amis et que les mêmes problèmes revenaient constamment : la location du camion et le chargement du mobilier et des effets personnels qu'il faut optimiser et sécuriser.

Tél. 02 45 35 01 94 • Port. 06 79 50 83 25

Nouvelle formule

Location de camion avec chauffeur à partir de 480.00 € TTC *

*Sous réserve de la distance – forfait 8h – véhicule -3.5 T

Interview :
Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture
« La souveraineté alimentaire est une question de liberté »

Après deux mandats de ministre en charge des relations avec le Parlement, Marc Fesneau a été nommé ministre de l'Agriculture le 20 mai dernier. Une belle promotion et un « retour à la terre » pour l'ancien élu de Marchenoir, où il vit toujours, et dont la carrière professionnelle a débuté à la chambre d'agriculture du Loir-et-Cher. Il répond à nos questions sur l'actualité et les enjeux de l'agriculture française.

Marc Fesneau est ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire depuis le 20 mai 2022.

L'Épicentre : *Après deux postes de dimension plutôt politique, vous accédez à une fonction plus opérationnelle avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Dans quel état d'esprit avez-vous abordé ce nouveau mandat ?*

Marc Fesneau : *Ce ministère est à la fois celui du temps long, mais aussi celui de la gestion de crise à laquelle il faut faire face aux côtés des agriculteurs. Depuis ma nomination, je n'ai cessé d'aller sur le terrain, à leur rencontre.*

Pour relever les défis qui attendent notre agriculture, je suis dans un état d'esprit d'action : avec une méthode, une ambition qui se décline en objectifs. Je crois dans le dialogue et dans la planification pour faire avancer les sujets car ce qui compte à la fin, c'est de garantir plus de souveraineté, plus de durabilité et plus de résilience pour nos agriculteurs et nos concitoyens dans un contexte de changement climatique pour toute notre chaîne alimentaire.

Le plan stratégique national français de politique agricole commune approuvé fin août par la Commission européenne trace la feuille de route pour la période 2023-2027. Pouvez-vous nous en résumer les axes principaux et les bénéfices attendus pour les agriculteurs et le monde rural ?

Le plan stratégique national français, c'est plus de neuf milliards d'euros par an de crédits européens et nationaux au profit de notre agriculture et de plus de 400 000 bénéficiaires.

Grâce au dialogue fructueux et efficace mené avec l'ensemble des parties prenantes, ce plan a pu être finalisé dans le calendrier que nous nous étions fixés permettant ainsi aux agriculteurs français de disposer de la visibilité nécessaire pour réaliser leurs semis et planifier leur assolement et leur conduite d'exploitation.

Entrant en vigueur le 1er janvier 2023, il porte trois ambitions principales - économique, environnementale et sociale - et vise à permettre à nos producteurs de s'engager pleinement dans les transitions, tout en relevant le défi de la compétitivité et de la souveraineté de nos filières alimentaires.

L'un des problèmes majeurs de l'agriculture française réside dans la paupérisation du métier d'agriculteur qui entraîne une importante crise des vocations. Quelles solutions l'État peut-il mettre en œuvre pour remédier à cette situation très préoccupante ?

Sans rémunération au juste prix, nous ne pourrons pérenniser notre agriculture et permettre l'installation de nouveaux agriculteurs. C'est tout l'enjeu des lois Egalim 1 et 2.

Dans moins de 10 ans, près de 60 % des agriculteurs seront en âge de partir à la retraite.

Or, le nombre d'installations d'agriculteurs reste stable, autour de 13 000 installations par an, mais ce n'est pas assez pour compenser les départs.

Le défi démographique est donc majeur et c'est bien tout l'enjeu du pacte d'orientation et d'avenir annoncé par le Président de la République le 9 septembre dernier. Il nous faut repenser le renouvellement des générations en travaillant notamment sur quatre piliers : l'orientation et la formation, la transmission, l'installation et la transition et l'adaptation face au changement climatique.

Le problème de la ressource en eau se pose de façon de plus en plus prégnante d'année en année. Comment le ministère de l'Agriculture appréhende-t-il cette question et quelles mesures doivent être prises ?

Le dérèglement climatique n'est pas un horizon, c'est du concret pour nous tous et particulièrement pour nos agriculteurs qui sont en première ligne dans les épisodes de gel, de grêle, de sécheresse, on l'a encore vu cet été...

Concernant la ressource en eau, je tiens à saluer tout le travail déjà mené avec les Assises de l'eau et le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique qui ont permis de créer des cadres de concertation communs pour des orientations claires. Désormais, il nous faut avancer en activant des leviers d'actions complémentaires : l'adaptation pour faire évoluer les pratiques vers un modèle agricole moins demandeur en eau, les ouvrages pour développer des dispositifs permettant un accès à l'eau, et l'innovation avec par exemple l'enjeu de la réutilisation des eaux usées…

Vous avez été à l'origine de la création d'une filière bois-énergie en Centre-Val de Loire, envisagez-vous de la développer au niveau national ainsi que d'autres moyens de production d'énergie à partir de l'activité agricole ?

Je souhaite un développement national harmonieux, solide, et nécessairement en lien avec les territoires, des filières énergétiques à base de biomasse. En France, le bois-énergie représentait 33 % de la production primaire d'énergie renouvelable en 2020 : il constitue la première source d'énergie renouvelable.

La ressource en biomasse demeure, un élément central dans le scénario de sobriété énergétique. En effet, il s'agit d'atteindre une production de ressources en biomasse environ 2,5 fois plus importante qu'aujourd'hui. Cette mobilisation doit être réalisée de manière durable en améliorant la gestion forestière, la gestion des terres agricoles ainsi que la gestion des déchets. La filière forêt-bois a été retenue dans les secteurs stratégiques de France 2030 avec une enveloppe dédiée de 500 millions d'euros.

L'innovation en agriculture avance à grands pas comme l'illustre la création de l'AgreenTech Valley, dédiée aux technologies numériques pour le végétal, sur le campus Xavier Beulin d'Orléans. Quelles sont aujourd'hui les priorités du ministère de l'Agriculture dans ce domaine ?

Le pacte d'orientation et d'avenir pour l'agriculture que je porterai l'an prochain comportera un axe fort sur l'innovation en agriculture. Nous aiderons les nouveaux agriculteurs qui s'installent dans cette démarche. Pour s'adapter, il faut une installation-transition. La concertation sera large, nationale et territoriale, et démarrera dans les prochains jours.

Le plan France 2030 mobilise des moyens très importants dans cet objectif, sur les thématiques prioritaires du gouvernement dans l'agriculture que sont la robotique agricole, le biocontrôle, la sélection variétale. Cette révolution du vivant, des solutions fondées sur la nature comme de l'AgriTech, bénéficie de plus de 500 millions d'euros.

Vous êtes en charge de la souveraineté alimentaire et on estime que 20 % du contenu de l'assiette d'un Français est importé de l'étranger. Dans quelle proportion et de quelle manière comptez-vous réduire cette dépendance ?

Les différentes crises que nous avons traversées comme celle de la Covid-19, ou que nous connaissons encore avec la guerre en Ukraine, ont remis sur le devant de la scène cet impératif de souveraineté alimentaire.

Il nous faut prendre conscience que la souveraineté alimentaire est une question de liberté. Nous allons donc procéder filière par filière, comme nous l'avons initié début octobre pour les fruits et légumes, afin d'identifier les problèmes qui sont multiples : produits autorisés, organisation, rémunération, etc. Il faut travailler sur tous ces chaînons pour retrouver notre souveraineté.

Propos recueillis par Bruno Goupille

Le ministre de l'Agriculture accompagnait le Président de la République lors de l'inauguration de l'événement Terres de Jim à Outarville (Loiret), le 9 septembre dernier.

Un camion pas comme les autres

Séduire les jeunes et susciter des vocations, tels sont les objectifs du camion de l'Aventure du Vivant, qui a fait une halte en région Centre-Val de Loire en septembre dernier. L'occasion pour les jeunes de la région d'aller à la rencontre des métiers du vivant !

En route pour la campagne ! « *Les villes devraient être construites à la campagne, l'air y est tellement plus pur* », écrivait avec dérision Alphonse Allais. Le Camion de l'Aventure du Vivant apporte justement cette bouffée d'air pur dans toutes les régions de France depuis deux ans. En septembre, il a fait plusieurs haltes en région Centre-Val de Loire, d'abord aux Terres de Jim à Outarville, puis à Loches, Vierzon, et Dreux, avant de repartir vers de nouvelles aventures du côté de l'Île-de-France.

Présenté au Salon International de l'Agriculture 2020 et initié par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, cet imposant et flamboyant camion de 90 m^2 disposant de deux espaces distincts d'une capacité d'accueil de 25 personnes chacun, fait le tour de la France afin de mieux faire connaître l'enseignement agricole dans toute sa diversité aux scolaires, mais aussi au grand public.

« *De moins en moins d'élèves se dirigent vers les formations et les métiers du vivant. Le gros problème, c'est qu'il y a une vraie méconnaissance de tous ces métiers, et beaucoup de clichés sont également véhiculés sur ces formations. Avec le camion, on veut aller à la rencontre des élèves, mais aussi des familles, pour leur montrer toute la diversité des formations qui existent* », détaille Charlotte Quernet, animatrice sur le camion.

Pour présenter toute la richesse et la diversité des métiers du vivant, dans des secteurs comme l'environnement, l'agriculture, l'agroéquipement, l'alimentation ou encore les services à la personne, le camion de l'Aventure du Vivant joue la carte du ludique et propose un nombre important d'animations : des jeux, des quiz, un simulateur de conduite d'engins pour s'initier à la conduite des machines agricoles, ou encore des casques de réalité virtuelle pour visualiser les témoignages de plusieurs jeunes en apprentissage dans le secteur du vivant.

Les animateurs présents à bord sont issus de l'enseignement agricole et se chargent de répondre à toutes les questions des visiteurs !

À ce jour, le camion de l'Aventure du Vivant comptabilise 68 étapes dans toute la France et plus de 59 000 visiteurs, dont 20 000 élèves. En attendant qu'il repasse en Centre-Val de Loire, les jeunes de la région peuvent suivre les aventures du camion sur sa page Instagram dédiée.

Johann Gautier

> *« Avec le camion, on veut aller à la rencontre des élèves, mais aussi des familles, pour leur montrer toute la diversité des formations qui existent »*
>
> Charlotte Quernet

Tours et la Touraine sortent le grand jeu !

Jeudi 20 octobre, au Palais des Congrès de Tours, se tenait la deuxième édition d'EvenTours, le rendez-vous dédié au tourisme d'affaires et à l'événementiel professionnel.

La Touraine, ses châteaux, plus de 200 sites d'exception, sa douceur de vivre, sa proximité avec Paris et le dynamisme économique de sa métropole : les atouts ne manquent pas évidemment, mais il est parfois utile de les rappeler. Et de les valoriser. C'est un peu le concept d'EvenTours, le premier workshop dédié aux organisateurs de manifestations professionnelles : pendant une journée, cette rencontre des professionnels du tourisme d'affaires orchestrée par le Bureau des Congrès Tours Loire Valley, met en relation des organisateurs d'événements venus de Paris ou de la région, avec des entreprises et experts implantés à Tours ou en Touraine. L'objectif est double. Tout d'abord, de manière endogène, ce salon permet au microcosme économique local de prendre toute la mesure de sa richesse et de « penser local » pour ses futurs événements d'entreprise. Et, de manière exogène cette fois, EvenTours offre la possibilité aux annonceurs parisiens de (re) découvrir Tours et sa région et de leur donner le goût d'y revenir pour des événements et manifestations diverses.

Pour cette deuxième édition, l'Office de Tourisme & des Congrès Tours Loire Valley avait concocté un programme sur mesure pour une vingtaine d'acheteurs nationaux qualifiés qui ont pu tester, le

temps d'une matinée, trois séminaires au choix : une visite animée et un déjeuner au château d'Artigny à Montbazon, une balade en bords de Loire à Rochecorbon suivie d'une dégustation au château Gaudriole et d'un déjeuner à l'Art Hôtel, ou alors un parcours des incontournables de la ville de Tours. Ces derniers ont également pu expérimenter les six hôtels partenaires de l'opération : le Best western Central hôtel, le Grand Hôtel de Tours, l'hôtel Oceania l'Univers, l'hôtel Kyriad Tours Centre, le Novotel Tours et le Best Western Plus l'Artist Hôtel.

L'après-midi, près de cinquante exposants étaient réunis au Palais des Congrès de Tours pour présenter leur activité et leur savoir-faire. Pour en citer quelques-uns, étaient ainsi présents : le Cabaret Extravagance, le Château de Beauvois, le Château de Chenonceau, le Domaine de la Trigalière, Puzzle Centre, Tours à Table…

Enfin, la journée s'est terminée autour d'un dîner convivial au cœur de la Place Pumereau.

Johann Gautier

MUTUELLE SANTÉ

du 29 août au 31 décembre 2022

150 € offerts

pour toute nouvelle souscription d'un contrat Santé*

Votre devis ici :

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

*Du 29 août au 31 décembre 2022, 150 € offerts sur la cotisation de la première année d'assurance pour toute nouvelle souscription d'un contrat Groupama Santé Active ou Groupama Santé Active Senior d'une durée d'un an minimum à partir de la date d'effet. Toute résiliation avant ce délai, entraînera un remboursement du montant de cet avantage par le sociétaire. - Voir conditions d'éligibilité et modalités en agence. Groupama Paris Val de Loire - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - 60 bd Duhamel du Monceau - CS - 10609 - 45166 Olivet Cedex - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony Cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, située 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. www.groupama.fr - Crédit photos : Shutterstock - Création : Communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - 07/2022

« Récré en herbe », la végétalisation des cours de récréation à Tours

Face aux bouleversements environnementaux, la municipalité tourangelle actuellement en place, a entrepris de réaménager et de végétaliser les cours d'écoles avec un projet baptisé « Récré en herbe ».

Un projet de rénovation à la croisée de la biodiversité et de l'éducation

L'opération « *Récré en herbe* » portée par Betsabée Haas, Adjointe Déléguée à la biodiversité, à la nature en ville, à la gestion des risques et à la condition animale, et par Franck Gagnaire, Adjoint Délégué à l'éducation, à la petite enfance et à la vie étudiante, a eu un succès retentissant en cette rentrée scolaire 2022.
L'opération consiste à « *réaménager et végétaliser les cours d'écoles de la ville de Tours avec trois objectifs : créer des îlots de fraîcheur pour rendre ces cours vivables dans vingt ans lorsque le réchauffement climatique nous apportera des températures de plus de 40 °C ; offrir des cours inclusives pour les enfants porteurs de handicaps et ouvertes aux filles comme aux garçons ; offrir des espaces moins conflictuels, plus apaisés qui permettent de sensibiliser à la nature et de faire classe dehors* », précise l'Adjointe à la biodiversité.
Avant de se lancer dans le projet, les adjoints ont entrepris de visiter les cours Oasis à Paris, précurseurs en France, et les « *Libre cour* » à Grenoble.
« *Nous avions besoin de voir par nous-mêmes comment cela fonctionnait. S'y rendre a permis de déconstruire certaines représentations comme le fait qu'il y avait davantage de salissures ou de chutes*, explique Franck Gagnaire. *Depuis la rentrée, nous avons déjà des retours des équipes pédagogiques évoquant une diminution des conflits, davantage de mixité dans les jeux.* »

Démocratie participative et sensibilisation au végétal

Dans la démarche « *Récré en herbe* », sont associés dès le démarrage les premiers concernés par le projet : les élèves et les adultes de l'établissement. Il s'agit de partager les regards sur la cour et d'aboutir à un consensus sur son nouvel aménagement : des arbres pour l'ombre, de la pelouse pour s'asseoir, un potager, des coins calmes...

Outre l'exercice d'une démocratie participative, « *il s'agit de sensibiliser les plus jeunes au végétal, à la récupération de l'eau de pluie, au compostage. Nous ne sommes pas uniquement des consommateurs d'espaces* », précise Betsabée Haas.
En 2021-2022, les écoles Croix-Pasquier/Saint-Exupéry et Buisson-Molière sont concernées pour 500 000 euros de travaux.
L'objectif à la fin de mandat est de porter le projet « *Récré en herbe* » à quinze écoles sur les cinquante-huit que compte la ville.
Les élus se félicitent de l'impact positif observé sur les élèves et les équipes pédagogiques, premiers ambassadeurs d'un projet auquel ils ont activement pris part. Cette réalisation, alliant avec succès l'éducation et la biodiversité, a suscité l'intérêt d'autres communes qui saluent la pertinence du projet.

Camille Colloch

La culture, un bien commun

Mercredi 21 septembre, dans l'espace culturel La Parenthèse à Ballan-Miré, Cédric de Oliveira, maire de Fondettes et élu à la Métropole chargé des équipements culturels, a présenté le Plan Culture École, mis en place pour les vingt-deux communes du territoire.

Lancé pour la première fois cette année, le Plan Culture École présente un certain nombre d'actions culturelles à destination des jeunes scolaires organisées dans les équipements culturels métropolitains. Avec ce nouveau dispositif, la Métropole compte bien renforcer les liens entre l'éducation et la culture et faire découvrir aux plus jeunes l'éventail des possibilités culturelles sur son territoire pour « *favoriser l'ouverture d'esprit, renforcer l'apprentissage des techniques artistiques et promouvoir la force de l'imagination sous toutes ses formes* ».
« *Nous disposons de bons équipements culturels dans la métropole. Mais ceux-ci ne sont pas assez utilisés par les différentes communes* », commente Cédric de Oliveira.

L'objectif de ce plan est ainsi de proposer tout au long de l'année 35 idées de sorties pour les enfants de la Métropole dans huit équipements culturels : le 37e Parallèle, le Théâtre Olympia, le Centre de Création Contemporaine Olivier Debré, la Parenthèse, le Point Haut, le Temps Machine, la Médiathèque François Mitterrand et le Théâtre de Verdure. Chacun de ces équipements est dédié à une pratique artistique identifiée et reconnue : musique, théâtre, arts plastiques, etc.

Pour l'élu, c'est aussi une bonne occasion de « *mettre en avant la scène culturelle locale, plutôt que d'aller chercher des compagnies à des centaines de kilomètres* ».
Visites des lieux, spectacles, rencontres avec des artistes en résidence, séances de cinéma, ateliers sont notamment proposés.

Cette démarche est menée en étroite collaboration avec les communes, qui voient également dans cette mise en commun de leurs équipements une manière de tisser des liens féconds au sein de l'intercommunalité. « *S'il y a bien un outil permettant de s'ouvrir au monde qui nous entoure, c'est bien celui de la culture. Cette culture qui s'inscrit dans notre patrimoine et qui sait nous faire voyager. Celle qui sait nous émerveiller, celle qui sait être accessible même aux plus jeunes* », a déclaré Frédéric Augis, Président de Tours Métropole Val de Loire.

Johann Gautier

© Jérémy Clavier

Émilie Tardif, Directrice déléguée de TV Tours.

Une fois n'est pas coutume, la présentatrice de TV Tours, Émilie Tardif, s'est prêtée au jeu de l'interview Pause-café. Pétillante et créative, elle se livre avec authenticité sur son parcours professionnel et quelques confidences plus intimistes.

Vie professionnelle

1 ◇ Quels sont le meilleur échec et la pire réussite de ta vie professionnelle ?

Mon meilleur échec, c'est d'avoir raté le concours de l'école de journalisme. Sur le moment, j'ai trouvé ça dur, car je voulais faire ce métier depuis toute petite. Mais grâce à cet échec, j'ai voyagé aux États-Unis et j'ai suivi une formation de communication en médiation culturelle. Ces deux expériences m'ont ouvert au monde et appris à prendre en considération les attentes des téléspectateurs. L'impact, c'est qu'aujourd'hui, mon ton journalistique est plus léger. Ma pire réussite, je dirais que c'est actuellement, être directrice de TV Tours, responsable de production audiovisuelle du groupe NR : c'est assez incroyable !

2 ◇ Si tu devais compléter la phrase suivante, tu dirais quoi ?
« Pour passer de l'idée au projet, il faut un peu de… et beaucoup de… sans trop de… pour y arriver. »

Il faut : un peu d'huile de coude, beaucoup d'imagination et de fantaisie, sans trop d'autocensure.

3 ◇ Se créer un réseau : où et comment ?

Je dirais : partout et tout le temps, puisque ton réseau se créé tout seul en fonction de qui tu es. La façon dont tu vas agir, où tu vas aller, quelles personnes tu abordes, peu importe le contexte, l'important, c'est d'être soi et d'être cool. Si tu passes ton temps à faire des courbettes dans des soirées business, mais que tu snobes les gens quand tu les croises dans la rue, ça ne marchera pas. Construire son réseau, c'est dire bonjour et merci le matin à son boulanger et ne pas uniquement distribuer tes cartes de visite dans ta petite robe !

Parlons de toi

4 ◇ Quelle est ta routine anti-stress ?

J'en ai plusieurs, tout va dépendre de l'heure de la journée. Si j'ai une grosse réunion le matin, je vais me lever plus tôt pour faire un peu de méditation avant d'être avec ma famille. Si c'est après 19 h, boire un bon verre de vin fera l'affaire.

5 ◇ Tu es particulièrement douée pour… et pas douée pour…

Je suis assez douée pour mettre de l'ambiance, je ne peux pas m'empêcher de faire le clown, d'animer, même dans ma vie personnelle. J'adore chanter, mais je crois que je ne chante pas très bien (d'ailleurs, ma fille me le fait remarquer !).

6 ◇ La dernière fois que tu as ri aux larmes, c'était pour ?

C'était dans l'émission Qui veut gagner des rillons, que j'anime. Un candidat n'a pas obtenu une seule bonne réponse, pourtant dans les propositions, je mets toujours de grosses bêtises. C'est celles-ci qu'il choisissait systématiquement, et il en était convaincu ! C'était dingue, tout le monde pleurait de rire sur le plateau. J'ai la chance de rire aux larmes dans mon boulot et ça, c'est plutôt cool !

Émilie Marmion

Emploi des seniors : les mentalités changent

Face à un marché de l'emploi tendu et une pénurie de main d'œuvre au sein des entreprises, ces dernières font désormais davantage appel aux seniors. Auparavant critiqué pour son manque de flexibilité et de dynamisme, le senior est aujourd'hui sollicité pour son expérience et sa fidélité.

Avant toute chose, à partir de quel âge est-on senior ? La question est posée, mais sa réponse ne peut être précise… L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) fixe à 50 ans l'âge à partir duquel on est considéré comme senior. Pour l'État français, le passage à la soixantaine donne accès à des prestations sociales spécifiques aux seniors. Les années précédant l'âge légal de départ à la retraite, fixé à 62 ans (pour l'instant ?), marquent donc ces premières années en tant que senior.

Stabilité et savoir-faire

Cela étant dit, certaines entreprises sont réticentes à l'idée d'embaucher un senior. La cause ? Des stéréotypes selon lesquels il est moins malléable et moins énergique. *« C'est difficile de retrouver un poste équivalent au précédent lorsqu'on est senior,* reconnait Benoit Maiques, *créateur et gérant de l'agence d'intérim Casa Job. Sauf pour les postes stratégiques aux salaires importants. »*

> *« Les entreprises ont dû changer leurs regards sur les seniors »*
>
> Gilles Roger

© pressfoto

À l'inverse, le senior est réputé comme étant quelqu'un de ponctuel et fidèle. Avec une peur accrue de se retrouver de nouveau au chômage, le senior cherche la stabilité et un engagement sur le long terme. Il permet ainsi de baisser le turn-over au sein de l'entreprise. De plus, il a une expérience solide du monde du travail : *« Plus le senior est expérimenté, plus il aura de la technicité et du savoir-faire,* explique Gilles Roger, Président de Source Recrutement. *Le senior a la capacité d'être opérationnel immédiatement. »*

Les exigences du futur salarié sont différentes selon son âge. Le jeune insiste davantage sur la question du salaire. De son côté, le senior apporte une attention toute particulière à la Qualité de Vie au Travail (QVT) et à une certaine autonomie.

Du Baby-boom au Papy-boom

Depuis plusieurs années, le marché du travail a évolué et la crainte des entreprises quant à l'idée d'embaucher un senior a peu à peu disparu. *« Ce qui a changé, c'est l'obligation des entreprises d'aller vers les seniors,* poursuit Gilles Roger. *Les entreprises ont dû changer leurs regards sur les seniors. Le vent a tourné. Les esprits s'ouvrent à nouveau ».* Actuellement, *« les entreprises sont acculées et elles s'ouvrent à des profils expérimentés »* explique également Anne Pomes, responsable du département recrutement chez Actiforces.

En France, deux raisons justifient notamment ce changement de mentalité. D'une part, le Baby-boom, de la fin des années 1940 au début des années 1970, devenu aujourd'hui le Papy-boom, et d'autre part la baisse récente de la natalité : les seniors sont ainsi mathématiquement de plus en plus nombreux par rapport à la jeune génération et peuvent répondre au manque de main d'œuvre.

Il semble donc désormais plus facile de trouver un emploi quand on est senior. Les entreprises qui ne se sont pas encore tournées vers eux, pour répondre à leurs besoins en termes de personnel, vont peut-être devoir s'y résoudre rapidement. D'autre part, les discussions sur le recul de l'âge légal de départ à la retraite sont relancées. Alors, travailler plus longtemps pour répondre aux besoins ? La question, épineuse, est entre les mains du gouvernement.

Maxence Yvernault

Chez Rock The Talk, on n'étudie pas la langue, on la vit !

À la direction d'une école de langues pas comme les autres à Montrichard, sa pétillante fondatrice, Dora Vinerier-Boc, nous explique tout à l'occasion de l'ouverture de sa nouvelle antenne à Tours.

Dora, la fondatrice de Rock The Talk devant l'antenne tourangelle.

Le concept

Originaire de Transylvanie et se revendiquant comme « *Maman avant tout, quadrilingue, diplômée de l'Enseignement Supérieur et passionnée par les Neurosciences* », Dora Vinerier-Boc est la fondatrice de Rock The Talk. Elle évoque ce lien indissociable entre l'apprentissage et le mouvement, entre l'expérience, le jeu, mais aussi l'échange : « *Nous apprenons en faisant, en expérimentant. Et puisque nous sommes des êtres sociaux, nous apprenons mieux en groupe. Les études neuroscientifiques ne cessent de le mettre en évidence.* »

CQFD. Ainsi est née Rock The Talk, une école où l'anglais et/ou l'espagnol s'apprennent au gré d'ateliers indoor ou outdoor, de rencontres et d'expériences. « *Chez nous, les fêtes comme Thanksgiving, Halloween, Christmas, il ne suffit pas de les expliquer aux élèves, il faut les leur faire vivre !* », s'enthousiasme Dora.

La fondatrice met à mal les clichés et rassure les adultes « *qui apprennent d'ailleurs souvent plus vite que les enfants car ils ont un besoin et une motivation plus forts* ». L'apprentissage des langues ne nécessite pas d'avoir un don inné pour les langues, de vivre dans le pays pour apprendre, d'être jeune ou de commencer d'abord par la grammaire.

Let's go !

Installée à Tours au 177, Boulevard Jean Royer, dans une maison décorée avec goût et vue sur le parc arboré de la place de Strasbourg, Dora et son équipe accueillent les élèves (maximum 8 par groupe) de 6 à 110 ans. Les horaires sont d'ailleurs conçus pour que les parents puissent venir s'ils le souhaitent avec leurs enfants.

À la question « *Et au fait, d'où vient le nom Rock The Talk ?* », la fondatrice évoque une expérience. « *Je faisais un jogging tout en réfléchissant au nom de mon projet. Les mots « the talk » devaient y figurer pour sûr. Et puis je me suis cognée contre une pierre qui en anglais se prononce rock. « Rock The Talk » voilà qui sonne bien me suis-je dit !* »

L'expérience des langues se vit donc jusqu'au bout pour une école décidément pas comme les autres.

Informations : www.rockthetalk.fr

Camille Colloch

Masters | Candidature en ligne
formation-continue.univ-tours.fr

fcu La formation continue à l'université
université de TOURS

MASTERS 2
compatibles avec votre activité professionnelle

DEVENEZ ACTEUR
DE VOTRE VIE PROFESSIONNELLE

MASTERS EN MANAGEMENT
Management des PME et entrepreneuriat - Executive
Management de la qualité et des projets - Executive
Management des RH et stratégie d'entreprise - Executive

IAE TOURS VAL DE LOIRE Ecole Universitaire de Management

MASTERS EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Stratégie et ingénierie en formation d'adultes
Ingénierie et fonctions d'accompagnement en formation

02 47 36 81 31
formation-continue@univ-tours.fr

L'importance du parcours d'intégration en entreprise

Dans un marché de l'emploi en tension, il est de plus en plus difficile de recruter, et surtout de fidéliser les salariés. Ne dit-on pas que la première impression est la bonne ? Alors pour vous en convaincre, voici quelques clés de réussite pour intégrer vos nouveaux collaborateurs.

L'intégration commence au moment du recrutement

En premier lieu, le soin apporté à la rédaction de l'annonce et le contenu de la fiche de poste sont importants : si la description des missions n'est pas claire, s'il manque des informations essentielles telles que le niveau de rémunération ou les conditions de travail, il est fort probable que les postulants aient des a priori. Les délais et le contenu des réponses apportées aux non sélectionnés ne sont pas à négliger non plus.
En second lieu, il est essentiel que la personne susceptible de réceptionner les offres et les demandes de renseignements bénéficie de toutes les informations nécessaires pour y répondre. Il en est de même pour les personnes qui font passer les entretiens : les services RH sauront apporter des éléments relatifs aux conditions de travail, aux compétences recherchées, mais n'auront pas toujours la perception du terrain. Aujourd'hui, les travailleurs sont en quête de sens ; lors de l'entretien, ils doivent pouvoir se projeter dans le côté opérationnel de leur métier, sentir qu'ils pourront mettre à profit leur expérience et leur expertise.

Adapter le parcours d'intégration

Le kit de bienvenue avec stylo, casquette et mug à l'effigie de l'entreprise ne sera pas toujours bien perçu selon la taille, la culture ou le secteur d'activité de l'entreprise. Même si ces symboles peuvent avoir leur importance et apporter de la convivialité (comme le sapin de Noël ou le barbecue de l'été), ce ne sont pas des indicateurs du bien-être des salariés dans l'entreprise. Ces derniers apprécieront davantage de passer du temps avec leurs collègues qui leur donneront des astuces ou les renseigneront, par exemple, sur les habitudes des clients.

Néanmoins, la création d'un outil d'intégration de type « *guide de bienvenue* » est un bon moyen pour les immerger dans la culture de l'entreprise. Outre des informations pratiques liées aux conditions de travail (horaires, code alarme, commande de tenues vestimentaires…), on peut y mentionner les membres de l'équipe, l'histoire de l'entreprise et transmettre ses valeurs.
Intégrer les salariés, c'est aussi construire un parcours d'accompagnement en fonction du poste exercé : les besoins ne seront pas les mêmes entre un agent et un responsable de la production.

Enfin, pour qu'une intégration soit réussie, le process doit être suivi avec, pourquoi pas, un rapport d'étonnement. Cet outil permet d'interroger le salarié quelques semaines puis quelques mois après son arrivée. Ce point d'échange permet de récolter ses premières impressions, ses bonnes et mauvaises surprises et ce qui pourrait être amélioré au sein de l'entreprise. Les avantages : en encourageant la prise d'initiative du collaborateur, celui-ci va se sentir considéré et va ainsi développer son sentiment d'appartenance à l'entreprise.

En résumé, pour construire le parcours d'intégration le plus adapté à sa structure, il suffit de se poser cette question : « *comment aimerais-je être accueilli pour me sentir bien et avoir envie de rester dans mon entreprise ?* ». Une interrogation simple et pleine de bon sens.

Émilie Marmion

> *« Comment aimerais-je être accueilli pour me sentir bien et avoir envie de rester dans mon entreprise ? »*

LA SMART BASE RH au cœur du développement et de l'innovation RH

La Smart Base RH est une association qui rassemble huit acteurs du territoire spécialisés dans le domaine des ressources humaines et dont le siège est à MAME (Tours). L'innovation en matière de Ressources Humaines (RH) est son cœur de cible et elle a coorganisé en octobre dernier avec la Jeune Chambre Économique de Tours une conférence intitulée « Défi RH : La RSE, facteur d'attractivité et de fidélisation des talents ? »

L'écosystème RH made in région Centre-Val de Loire

En 2018, le Colonel Vallette est Commandant de la Base Aérienne (BA) 705 et il décide d'anticiper et de se positionner comme visionnaire en matière de gestion des ressources humaines. L'école de chasse est à un tournant de son histoire puisque qu'elle va quitter la Touraine mais ceux qui vont rester vont devoir se réinventer. C'est ainsi que naît le projet de la SMART Base RH qui vise à relier des organisations différentes qui rencontrent des problématiques RH communes dans les sphères publiques, militaires et privées, ou l'enseignement. *« La pluralité des participants est une réelle plus-value, un enrichissement mutuel »* souligne le Colonel Vital Duchesne Commandant actuel de la BA 705, rejoint par Philippe Roussy, Président de la CCI Touraine soulignant *« l'évidence pour la chambre consulaire d'être, depuis le début, partenaire d'un projet à haute valeur ajoutée pour le territoire ».*

L'association ambitionne dès le début, de fédérer en Touraine un écosystème pour partager les sujets RH, rechercher des solutions innovantes et expérimenter ensemble. *« N'attendons pas Paris, Bruxelles ou New-York pour faire quelque chose chez soi. Ce qui peut être vrai en Touraine n'est peut-être pas transposable ailleurs. Cultivons notre terre »* résume Bruno Chevassu, membre de l'équipe projet de la SBRH. Les travaux de l'association se structurent autour de trois axes : un observatoire, un groupe de réflexion et un laboratoire RH pour innover. Le domaine des ressources humaines n'est pas statique, c'est un changement de paradigme en profondeur qui s'opère avec une véritable ingénierie.

Une Conférence sur le défi RH et l'incontournable RSE

La conférence du 20 octobre 2022 coorganisée par la Jeune Chambre Économique de Tours (JCET) et la Smart Base RH à la Mairie de Tours a proposé à six témoins de se projeter dans un futur proche et de s'interroger sur l'avenir de leurs postes, sur les pratiques en matière de RH et de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), au sein de leur entreprise.

Emma Gastineau du Collectif pour un réveil écologique, Alexandre Chas d'ABF Décisions, Stéphane Trideau de la Société Générale, Ladan Dirickk de TGS France, le Colonel Vital Duchesne, commandant la Base Aérienne 705 et Charles Couté du groupe La Poste se sont prêtés au jeu de l'interview durant près de deux heures devant un public de 200 chefs d'entreprise, élus, salariés et étudiants.

Philippe Roussy Président de la CCI Touraine ; le Colonel Vital Duchesne Commandant de la BA 705 ; Anthony Mollé pour la JCET et Camille Colloch animatrice.

Les mutations en marche, accélérées par les crises et l'inflation, viennent bousculer le monde du travail. Les grands défis pour les entreprises consistent aujourd'hui à travailler leur attractivité tout en veillant à rester authentique et à fidéliser leurs collaborateurs sur le long terme.
Les entreprises doivent désormais afficher leurs valeurs, leur histoire, leur fonctionnement en cohérence avec la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises. La RSE, est une démarche obligatoire qui contraint les entreprises à repenser le sujet RH. On ne recrute plus aujourd'hui comme on recrutait hier.
Ladan Dirickk avocate associée chez TGS France en convient : *« les collaborateurs sont en quête aujourd'hui d'un épanouissement professionnel et personnel. Il ne s'agit pas d'exclure l'un au profit de l'autre. Le parfait exemple de cette conciliation nous vient d'un collaborateur qui a mené brillamment un projet professionnel, devenir avocat, à un projet personnel, la traversée de l'Atlantique. »*

Emma Gastineau, signataire du manifeste pour un réveil écologique signé par près de 33 000 étudiants l'indique à l'assemblée : *« les étudiants veulent faire un pas de côté par rapport à l'avenir professionnel qui leur semble destiné : ils ne veulent pas travailler au service de projets déconnectés de l'urgence écologique. Notre vie professionnelle représente beaucoup de temps et d'énergie : autant s'en servir pour engager les changements dont dépend notre avenir. »*

Camille Colloch

Reconversion professionnelle : comment se lancer ?

Depuis le début de la crise sanitaire, de plus en plus de Français ont sauté le pas de la reconversion professionnelle. Certains, encore hésitants, sont accompagnés dans leur changement de métier par un professionnel. On les appelle coach professionnel, coach carrière ou encore conseiller en reconversion professionnelle.
Rencontre avec deux d'entre eux.

© Jamnoon028

En Indre-et-Loire, Catherine Tailleur est conseillère en orientation et insertion professionnelle depuis sept ans. Elle accompagne les personnes dans l'élaboration de leur nouveau projet professionnel. Depuis 2020, elle observe une recrudescence du nombre de personnes souhaitant réaliser une reconversion. Dans ce cadre, elle a suivi entre vingt et trente personnes ces deux dernières années. Les raisons d'une reconversion peuvent être multiples : chômage technique, licenciement économique ou encore burn-out. *« Les gens sont assez égratignés par leur vie professionnelle et personnelle »* explique la conseillère. Avec un accompagnement sur-mesure, elle avance en fonction du rythme de son client, allant de trois à huit séances.

Compétence et envie

Plusieurs étapes sont nécessaires pour élaborer un nouveau projet professionnel. D'abord, une phase de réflexion, d'exploration, où il faut *« aller chercher les informations »*. Concrètement, cela commence souvent par un bilan de sa carrière et une phase de deuil de son ancienne activité professionnelle. *« La personne doit parler de son histoire. L'accompagnement est perçu comme une pause, un luxe, un temps pour réfléchir sur soi et sur son parcours professionnel »*. Ensuite, il s'agit de valider un nouveau projet professionnel. *« Ce que l'on sait faire, ce n'est pas forcément ce que l'on aime faire »*. La personne prendra en compte ses valeurs personnelles qui seront déterminantes dans son choix. Enfin, la dernière phase renvoie à la réalisation du projet. A travers ces différentes étapes, on comprend pourquoi la durée du suivi peut varier : *« on ne passe pas forcément par toutes ces étapes avec la personne. On prend la personne à la phase où elle se situe »*.

Le changement, c'est maintenant

Dans le Loiret, Nathalie Raymond est coach professionnel certifié RNCP depuis novembre 2021. Elle aussi a remarqué une hausse de la demande depuis le début de son activité : *« Les gens se remettent en question,* explique-t-elle. *Ils ont envie de s'épanouir dans leur métier et se lancent plus facilement dans l'entrepreneuriat. Surtout la jeune génération qui cherche du sens et veut trouver un équilibre entre vie privée et vie professionnelle »*.
En tant que coach, Nathalie Raymond aide son client dans sa prise de conscience de son besoin de changement. La personne explique d'abord quelles sont ses attentes et doit définir des objectifs personnels atteignables et mesurables. *« Parfois, il y a un écart entre la demande du client et mon diagnostic »*. Entre cinq et dix séances sont nécessaires selon si la personne est au début de son processus de reconversion ou bien si ce processus est déjà entamé. Par exemple, beaucoup de personnes qui se reconvertissent ressentent un syndrome de l'imposteur, remettant en cause la légitimité de leur nouveau métier et pouvant avoir des conséquences directes sur leur entreprise. La reconversion doit donc être appréhendée dans toutes ses dimensions, à la fois professionnelle et personnelle. Le coaching permet de travailler sur cette phase de doute et sur les peurs pouvant apparaitre. Il permet de lever les freins à la reconversion. *« Il est normal de vivre une période d'inconfort. Tout changement est source d'inconfort, même s'il est voulu. Il ne faut pas baisser les bras ou abandonner. Les gens ont besoin d'être rassurés »*. Le coaching est aussi une introspection qui permet à la personne de mieux se connaitre, de savoir quelles sont ses capacités et ses limites, et de ne pas se tromper dans ses choix personnels et professionnels.

https://www.catherinetailleur.fr/
https://www.nathalie-raymond.fr/

Maxence Yvernault

> *« Tout changement est source d'inconfort, même s'il est voulu »*
>
> Nathalie Raymond

Enedis recrute : zoom sur le métier de Chargé de Projets

Peu connu, le métier de Chargé de Projets chez Enedis est pourtant essentiel au bon fonctionnement du gestionnaire de distribution du réseau électrique. Stéphanie Garnier, Chargée de Projets pour Enedis Centre-Val de Loire, lève le voile sur les spécificités de ce métier polyvalent, pour lequel Enedis a lancé une campagne de recrutement.

« Chargé de Projets ? Il y a beaucoup de choses à dire, c'est un métier passionnant », déclare spontanément Stéphanie Garnier qui travaille au sein d'Enedis depuis 2016, et en qualité de Chargée de Projets depuis 2 ans. *« J'étais dans la partie logistique. Je ne connaissais pas ce métier, je pensais qu'il était uniquement destiné aux techniciens, si j'avais su que ce n'était pas le cas, j'aurais foncé beaucoup plus tôt »*, poursuit-elle, enthousiaste.

Les principales missions d'un Chargé de Projets chez Enedis ?
Développer et renouveler le réseau électrique, et satisfaire la demande de raccordement électrique des clients, qu'il s'agisse d'un particulier, d'un professionnel ou d'une collectivité. Plus précisément, le Chargé de Projets commence par étudier les demandes clients. *« Ça peut être des demandes de raccordement, de rénovation, ou des projets d'aménagements urbains »*, précise Stéphanie. Ensuite, il établit un devis, et une fois les travaux sur le réseau électrique lancés, il s'assure que ceux-ci soient réalisés en toute sécurité, et dans les meilleurs délais, tout en veillant scrupuleusement à la maîtrise des coûts. *« Les activités d'un Chargé de Projets sont de deux types : il y a la partie de suivi de projet et de coordination depuis le bureau, qui est effectuée depuis le bureau, et consiste à gérer et coordonner les différentes interventions des intervenants du chantier d'Enedis. Il y a également la partie terrain, durant laquelle on supervise les travaux »*. Pour Stéphanie ce métier a été une vraie découverte. *« J'apprécie ce travail, je suis vraiment partie prenante dans la réalisation des projets des clients. Et avec mes collègues, nous participons, à notre niveau, à la croissance économique d'une région, au dynamisme d'une ville en raccordant de nouveaux commerçants, entreprises et en participant activement au développement des nouvelles technologies dans le cadre de la transition écologique (bornes voitures électriques, production photovoltaïques,...). Nous travaillons de manière autonome, aucune journée ne ressemble à une autre et l'entraide est notre force »* assure-t-elle.

Actuellement, Enedis Centre-Val de Loire recrute de nouveaux profils à ce poste, qui connaît encore un déficit de notoriété. L'agence Ingénierie d'Enedis attend de nouveaux candidats. *« Vous êtes organisé, rigoureux, curieux de découvrir et d'échanger avec de multiples interfaces internes et externes, une appétence dans la relation client, alors n'hésitez pas, c'est un métier génial »*, conclut-elle. La main est tendue, à vous de jouer !

Pour postuler : cen-recrutement@enedis.fr

Le granulé bois, victime de son succès

Le granulé de bois s'est ajouté ces derniers mois à la liste des produits en pénurie. La recherche de sources alternatives aux énergies conventionnelles en forte augmentation des prix, conjuguée à la peur de manquer, a mis le marché en tension.

Première source de chauffage renouvelable en France, le bois, qui était jusqu'à présent utilisé en appoint, devient le système de chauffage principal. La modernisation des appareils et les types de bois-énergie rendent ce combustible plus attractif.

Même si le bois bûche reste le produit le plus utilisé par les Français, les pellets (l'autre nom des granulés de bois) séduisent davantage. Ils s'achètent en grande distribution, sont plus pratiques à stocker, à manipuler, génèrent moins de poussières et leurs poêles design, compacts et automatisés, présentent des fonctionnalités proches des systèmes de chauffage conventionnels. En 2021, le nombre de consommateurs a augmenté de 40 % selon Propellet, l'association nationale du chauffage au granulé de bois. Une hausse qui n'est pas la cause principale de la pénurie. *« C'est plutôt un contexte global,* affirme Olivier Silberberg, chargé de mission bois-énergie de Fibois Centre-Val de Loire. *Les consommateurs ont acheté au printemps et en été pour faire des réserves, alors que c'est à cette période que les stocks sont au plus bas et que les fabricants produisent ».* Pas d'inquiétude à avoir donc, sur la fourniture des combustibles, d'autant que la filière avait anticipé la demande croissance des consommateurs. À ce jour, quinze unités de production sont en construction ou en cours d'agrandissement, avec pour objectif de doubler la production d'ici 2028. *« Actuellement, nous produisons autant que nous consommons et importons seulement 16 % de l'étranger ; la tension va s'atténuer, les prix vont diminuer, l'urgence est d'attendre »*, conseille Olivier Silberberg.

La production en région Centre-Val de Loire

À ce jour, la majorité des producteurs de pellets est située dans l'est et dans le sud de la France pour des raisons de disponibilité de la matière, la sciure de résineux étant la plus utilisée dans le process de fabrication. Avec une forêt composée plutôt de feuillus, les producteurs de bois-énergie locaux se sont davantage tournés vers le bois déchiqueté pour alimenter des chaudières à plaquettes, comme c'est le cas avec la SCIC Bois Énergie Centre.
Cependant, les techniques de production évoluent avec des pellets consommant une part plus importante de feuillus et des circuits d'approvisionnement différents. L'usine Biosyl, considérée comme l'une des plus grosses unités de fabrication, utilise ces méthodes. Installée à la frontière de la région Centre-Val de Loire, à Cosne-Cour-sur-Loire (58), elle est actuellement en phase de développement.
Une piste intéressante pour la filière locale de production de bois-énergie et les consommateurs qui cherchent des sources d'approvisionnement proches, plus sécuritaires en cas de pénurie.

Comment bien choisir son granulé de bois ?

Les certifications NF, EN+, DIN+ sont un gage de qualité.

Plus d'informations sur https://www.propellet.fr/

Émilie Marmion

Entretien avec Olivier Moin, Directeur Offres et services innovants à la Banque Populaire Val de France

Le 13 octobre dernier à Tours, BPI France et la Banque Populaire Val de France avaient donné rendez-vous à une trentaine d'entreprises (TPE-PME) pour échanger sur le sujet majeur de la transition énergétique. Cette rencontre aura permis d'engager des échanges sur un sujet à forts enjeux qui revêt des aspects multiples et d'apporter un éclairage adapté au public présent.

L'Épicentre : *Il y a quelques semaines, vous avez coorganisé avec BPI France une manifestation à Tours sur un sujet d'actualité devenu incontournable : la transition énergétique. Comment est née l'idée de mettre en place cet événement ?*
Olivier Moin : *La convergence de nos intentions et préoccupations nous a conduits à organiser ensemble cette manifestation. Nous nous retrouvons avec BPI France sur ce sujet de la transition énergétique, comme sur d'autres.*

L'Épicentre : *Quel était l'objectif assigné à cette manifestation ?*
Olivier Moin : *L'objectif de cette manifestation était d'abord de préciser le contexte et le cadre de la transition énergétique des bâtiments et ensuite donner des repères aux chefs d'entreprises (réglementaires et méthodologiques) pour aborder ce sujet de manière volontariste et bénéfique et surtout sans fatalisme.*

L'Épicentre : *Il y a actuellement un besoin fort des acteurs du territoire d'être accompagnés rapidement sur la transition énergétique dans un contexte environnemental et économique complexe. Quelle recommandation formulez-vous à ces entreprises ?*
Olivier Moin : *Première urgence, devenir Pilote de sa consommation en établissant une vue à 360° : surface, équipements, types de consommation. L'objectif à ce stade est d'obtenir des gains rapides à peu de frais en révisant ces équipements (relamping), son organisation en termes d'usage des lieux (concentration des jours de télétravail pour fermer une journée de plus les bâtiments, modifier les plannings de certains processus industriels pour bénéficier de tarifs heures creuses…). Une fois le monitoring et le suivi de sa consommation établi, l'entreprise peut et doit s'interroger sur l'efficacité de ses bâtiments et équipements pour respecter les échéances et contraintes réglementaires, comme le Décret Tertiaire si elle y est soumise, et/ou pour maintenir sa compétitivité. De cette réflexion découlera des objectifs et des échéances. La troisième étape sera de définir les investissements nécessaires à réaliser et l'ordre de priorités de ceux-ci afin de faciliter leur mise en œuvre.*

Soyons modestes, ce n'est clairement pas un établissement bancaire qui peut accompagner l'entreprise dans ces démarches techniques, mais nous avons créé un écosystème de partenaires vers lesquels nous pouvons les orienter (maîtrise, suivi des consommations et sur l'ensemble du cycle de vie des projets que ce soit en Conseil et AMO).

L'Épicentre : *Les préoccupations environnementales et leur prise en compte par les entreprises sont un sujet aujourd'hui pour les consommateurs, mais aussi pour les clients publics comme privés. Est-ce-à dire qu'une entreprise qui n'en tient pas compte s'expose à des difficultés de compétitivité ?*
Olivier Moin : *Effectivement, ces préoccupations de transition énergétique deviennent des facteurs importants, voire déterminants de préférences d'achat des consommateurs. Cela vaut pour le consommateur final particulier comme pour les donneurs d'ordre de la commande publique ou privée, davantage attentifs à ce que leurs sous-traitants aient d'ailleurs une politique bas carbone et de transition énergétique.*
Enfin, il y a également des tensions sur l'emploi dans tous les domaines. Les jeunes générations sont demandeuses de prise en compte de ces sujets par les entreprises et si ces dernières ne prennent pas la mesure des changements à opérer, les difficultés de recrutement tout comme le départ de salariés risquent de s'accentuer.

L'Épicentre : *Les entreprises semblent avoir un besoin accru d'accompagnement et récuser un discours fataliste, contre-productif en matière de mise en place de la transition écologique ?*
Olivier Moin : *Face à l'urgence à agir, il convient effectivement de privilégier une forme d'encouragement. Il s'agit de déterminer des échéances : d'abord les mesures immédiates à prendre et avec un coût raisonnable et, ensuite, envisager les actions à moyen ou long terme.*

L'Épicentre : *Le succès de l'événement du 13 octobre dernier augure-t-il d'une suite ?*
Olivier Moin : *Oui évidemment. Nous avons pu mesurer toutes les inquiétudes et interrogations des chefs d'entreprise sur ce sujet que les événements actuels rendent encore plus prégnant, ils ont besoin d'être guidés. Ce type de réunion permet aussi, aux femmes et aux hommes du monde de l'entreprise de se parler et de s'apercevoir qu'ils ne sont pas seuls et que leurs préoccupations sont partagées par d'autres. Ils se donnent ainsi des chances pour l'entreprise de demain.*

Camille Colloch

Comment faire de l'innovation le moteur d'un monde durable ?

Ce vaste sujet initié par Digital Loire Valley, a réuni le 13 octobre dernier à MAME, une centaine de participants. Cette association qui fédère les acteurs du numérique en Centre- Val de Loire a organisé une table ronde sur ce sujet d'actualité.

Selon Julien Dargaisse, le président de Digital Loire Valley, le plan de sobriété énergétique annoncé par le gouvernement le 6 octobre dernier n'est pas très ambitieux. Il rappelle en préambule qu'une sensibilisation a de nombreux petits gestes (changer la qualité de la vidéo, indiquer l'empreinte carbone sur les sites Internet...) peut apporter un changement de comportement dans le numérique. Cependant le numérique est bien plus qu'un outil technique : il permet de développer de nouvelles manières de travailler, de s'informer, d'agir et rend possibles de nouvelles formes de mobilisation, de collaboration et de partage. Dès lors, il peut être mobilisé au service d'une transition écologique et sociale.

La directrice régionale EDF Commerce, Véronique Debelvalet a introduit la séance en indiquant qu'étant donné le contexte énergétique, la contrainte peut être le moteur de l'innovation. L'invité d'honneur, Thomas Huriez, président fondateur de la marque de jeans 1083, a expliqué son parcours. Il a fait le pari d'une mode éthique et de qualité. En effet, la marque française, qui propose des jeans fabriqués à moins de 1 083 km de chez vous s'est affranchie des intermédiaires en relocalisant la production

© Thibault Thomas

Julien Dargaisse, président Digital Loire Valley.

sur le territoire. Résultat : elle aide à redynamiser un secteur en déclin tout en garantissant les conditions de travail de ses collaborateurs et en limitant considérablement son impact sur l'environnement.

Regards croisés start-up / grande entreprise

On sait que les data centers n'ont pas toujours bonne presse : besoin de climatisation, d'électricité, de place. Ils représentent 1 % de la consommation électrique mondiale. Carine Pierrot d'Enedis et Fabien Berger de Fractal Energy ont indiqué que la data peut cependant être utilisée au service de la performance énergétique. La collaboration technologique est indispensable dans un contexte de hausse exponentielle des coûts de l'énergie, la box de stockage d'énergie de Fractal (lire par ailleurs) qui devrait sortir fin octobre semble une opportunité idéale, dans la crise actuelle.

De nombres autres sujets ont été évoqué lors de cette matinée, l'intégration de l'éco-conception dans son offre de services numériques, le capital-risque à l'heure des investissements responsables, les solutions pour accélérer la transition environnementale de l'industrie ou encore le cloud face au défi de la responsabilité environnementale. Isabelle Jeanneau de Nekoé et Serge Page de Servi Doryl quant à eux, ont parlé de l'économie de la fonctionnalité. Elle consiste à remplacer la notion de vente du bien par celle de la vente de l'usage du bien, ce qui entraîne le découplage de la valeur ajoutée et de la consommation d'énergie et de matières premières (lire notre édition de septembre).

Le directeur de Digital Loire Valley, Guillaume Vanneste, souligne enfin que l'objectif de ce type de manifestation est double : échanger sur des thématiques d'actualité et permettre la rencontre des acteurs de la French Tech avec les industriels.

© Thibault Thomas

Table-ronde à la Mame à Tours.

Sophie Manuel

Fractal Energy : stocker l'électricité pour la consommer plus tard

Fabien Berger a créé la start-up Fractal Energy en mai 2021 à Tours. L'idée ? Stocker l'électricité en heures creuses pour la réutiliser plus tard, en heures pleines, et ainsi faire baisser sa facture.

Le marché de l'énergie est volatil, à la fois en termes de demande et donc en termes de prix. Cette volatilité peut entrainer l'instauration d'un régime heures creuses-heures pleines. Heures creuses lorsqu'il y a peu de demande et que les prix sont bas et heures pleines lorsqu'il y a beaucoup de demande et que les prix sont élevés. Face à ce constat, Fractal Energy propose *« un service de flexibilité résidentielle qui consiste à déplacer la demande sur le marché, à travers l'autoconsommation »*, selon Fabien Berger. Concrètement, le système inventé, la Flex Box, est branché sur une prise murale et récupère de l'électricité pour la renvoyer et alimenter le réseau de l'habitation. Lorsqu'il y a davantage d'électricité disponible et moins chère (heures creuses), celle-ci est stockée pour être consommée plus tard et éviter de payer le prix fort.

C'est pas Versailles ici !

Plus l'électricité vendue par le fournisseur est chère, plus le gain financier réalisé par le particulier grâce à la Flex Box est important. Un foyer peut espérer faire 150€ d'économies par an et par box, sachant qu'il n'est pas obligé de se limiter à une seule box par habitation. D'un autre point de vue, une box permet d'économiser une tonne de CO2 en dix ans.

Présent dans le secteur du stockage de l'énergie depuis 2015, Fabien Berger travaille en collaboration avec l'Université de Tours et notamment le professeur Jean-Charles Le Bunetel qui mène les travaux de recherche. Le chef d'entreprise a également signé, avec l'Université, un contrat de licence exclusive et mondiale pour la Flex Box.

Flex Box, Fractal Energy.

Fabien Berger, co-fondateur et président de Fractal Energy (à gauche) et Jean-Charles Le Bunetel, chercheur de l'Université de Tours.

La start-up est actuellement en pleine levée de fonds, cherchant 700 000€ en actions pour un budget global de deux millions d'euros. Elle prévoit une première maquette de la Flex Box disponible début 2023 et un produit disponible à la vente fin 2023. L'objectif est de travailler avec les fournisseurs d'électricité qui proposeraient à leurs clients un contrat d'abonnement spécifique incluant la Flex Box. Fabien Berger souhaite également exporter sa technologie à l'international, notamment en Italie, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas.

fractalenergy.io

Maxence Yvernault

Une première Soirée Investissement Citoyen

« Nous venons de créer la première communauté d'investisseurs citoyens en région Centre-Val de Loire. » C'est avec ces mots que Cédric Quatorze, président-fondateur de Place Quatorze, a conclu sa première Soirée Investissement Citoyen organisée le jeudi 29 septembre dernier à Olivet. L'occasion pour trois entrepreneurs de présenter leur start-up : Fabien Berger, président de Fractal Energy ; Jérôme Richard, co-fondateur de Lify Air ; et Aymeric Libeau, fondateur de Transition One.

L'entreprise Place Quatorze permet de *« retrouver la place du village au centre des investissements »*, selon son président, en proposant un investissement participatif *« dans des entreprises locales qui ont un impact positif sur la transition écologique. »* Les placements en question ont donc vocation à être *« plus rentables, plus responsables et plus durables. »*

www.placequatorze.com

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, L'ÉCHIQUIER TERRITORIAL

Trois millions d'étudiants sont actuellement dans l'enseignement dit supérieur, donc post-BAC. Le nombre d'inscrits augmente d'année en année, au point que ce secteur économique croît lui-même, plus vite que bien d'autres secteurs.
Quand on parle de jeunes, on évoque l'avenir et l'intelligence de la nation, mais aussi la répartition des forces vives de demain dans l'Hexagone.
Les territoires, ruraux et citadins, ne se contentent donc plus d'attendre, ils cherchent à attirer les écoles et les antennes universitaires, en adéquation avec leurs entreprises, et retenir ainsi leur jeunesse.
Quant aux écoles, elles sont des forces économiques, aussi capables d'attirer par leur réputation, des intelligences venues d'ailleurs.
Alors tout le monde est en ordre de marche.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

De ce point de vue, Orléans fait un carton plein en recrutant sur son territoire trois écoles de renom. L'ISC il y a deux ans, AgroParisTech en 2022 et l'ESTP en 2023. En même temps, elle finalise la restructuration de son campus universitaire en recyclant l'ancien hôpital en faculté de Lettres. Le développement croisé des territoires des universités, des écoles privées et publiques ne date pas d'hier.
Si les grands groupes comme l'ESSEC, HEC ou ISC se sont construits et se développent dans la capitale depuis les années 60, en région, le panorama s'est dessiné au gré des créations, des fusions et des rachats. C'est le cas de l'ESCEM, créée à la fin des années 80, par la fusion d'écoles de Poitiers et de Tours, intégrant plus tard Orléans, Clermont-Ferrand et d'autres encore, jusqu'à ce que le Groupe Excelia remporte la mise en 2020 en rachetant l'ESCEM à son tour. Elle a depuis développé quatre campus (Tours, Orléans, La Rochelle et Cachan), où elle accueille 5 000 étudiants, dans l'idée d'un ancrage territorial. Tamym Abdessemed, son directeur stratégie et développement des territoires n'hésite pas à parler de visibilité, de taille critique et de plan stratégique.
Où l'on voit que les écoles avancent leurs pions sur l'échiquier de l'enseignement supérieur, de la province vers la capitale et inversement.
L'ISC a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la métropole orléanaise il y a six ans. Si la collectivité estimait important pour elle d'avoir des écoles de renom, lesdites écoles y ont, elles aussi trouvé leur intérêt. « *Le premier est la rétention des jeunes talents sur le territoire* », explique Pierre Barreaud, directeur délégué de l'ISC à Orléans. Une école de renom attire les jeunes ; l'ISC Paris Campus Orléans est de celles-là et compte près de 75 % d'étudiants locaux. Beaucoup d'entre eux resteront sur le territoire au terme des cinq années d'études ; preuve qu'il est attractif.

Job et salaire à la clef

Autre élément décisif pour une école, la typologie de l'enseignement. L'alternance n'est plus une variable, mais un incontournable. Si elle est l'ADN des CFA, les écoles d'ingénieur et de commerce, l'adoptent dès la troisième année. Les étudiants intègrent ainsi le monde de l'entreprise. Des entreprises locales bien sûr, qui n'attendent que des têtes bien faites, même si le travail n'est pas terminé… *« C'est encore mieux, précise Christophe Masson, directeur de la Cosmetic Valley, les entreprises veulent contribuer à la formation, au plus près de leurs besoins, de ceux qui vont intégrer leurs lignes de production et leurs services support ».*

L'ISC comptera 500 élèves à la rentrée de septembre 2023. Ce sont autant de jeunes cadres qui vont intégrer le tissu économique et nourrir les entreprises, particulièrement en cette période de disette salariale. Le Crédit Agricole a 80 postes non pourvus, l'industrie attend plus d'ingénieurs encore et les entreprises du bâtiment cherchent 450 apprentis très ciblés.

Dans ces conditions, les jeunes diplômés trouvent un job sans difficulté, souvent bien payé, en moyenne 35K€/ an pour débuter.

Christophe Léger, directeur de Polytech, école d'ingénieur universitaire, confirme le chiffre. *« Master ou diplôme d'ingénieur, qu'importe,* dit-il. *Les premiers sont techniquement très pointus dans leur domaine et sont prisés par certaines entreprises. Les ingénieurs, eux, ont une connaissance élargie de la gestion de projet, des langues et de la présentation de budget. L'approche n'est pas la même, mais les salaires d'embauche confirment que la qualité reste la première valeur recherchée ».*

Christophe Léger,
directeur de Polytech.

Jérôme Argelich,
son directeur des programmes.

Même son de cloche à Tours, à l'école du Cercle digital, où depuis dix ans, 70 étudiants se partagent les bancs de cette école privée consacrée aux métiers de la communication, elle-même adossée à une agence de com. Deux ans d'études en alternance permettent aux élèves d'intégrer les agences du secteur. *« Ce qui importe, explique Jérôme Argelich, son directeur des programmes, c'est que les étudiants mettent au centre de tout, le plaisir de créer et la curiosité. Au-delà de la créativité, on développe leur acuité au monde ».* Vaste programme, renforcé par de nouveaux masters de directeur artistique, concepteur rédacteur et planeur stratégique.

Fertilisation croisée

Une étude d'impact menée par Business school impact system, indique qu'un étudiant induit environ 10 000€ par an de dépenses directes et indirectes sur le territoire. Multipliée par le nombre d'étudiants, l'addition se chiffre en dizaines de millions d'euros. Il est donc compréhensible, outre l'image qu'elles cultivent par cette offre, que les collectivités investissent dans l'enseignement supérieur, avec l'espoir d'un retour sur investissement et la culture du tissu économique. Florent Montillot, maire adjoint d'Orléans en convient : *« Une école comme AgroParisTech qui s'installe sur notre territoire, répond à la demande de nos entreprises locales »*.
L'école, qui vient d'ouvrir sa première promotion, est en effet liée à la spécificité du territoire, notamment de la Cosmetic Valley avec la présence de LVMH, L'Oréal, Shiseido, Caudalie et bien d'autres. Au milieu d'un campus qui compte aussi des poids lourds de la science comme le BRGM ou le CNRS.
La région, c'est aussi la forêt et l'agriculture. AgroParisTech y a donc sa place dans les enseignements qui se rapprochent de la sècheresse, d'une agriculture plus fine, la gestion de l'eau et des intrants.
Excelia n'échappe pas à la règle : *« Elle a cet ancrage dans ses gènes,* convient Tamym Abdessemed. *Nous déployons une offre différenciée et plurielle selon les besoins locaux »*. Ainsi l'école tourangelle développe un Master Grande École, avec bientôt une application tourisme, et à Orléans une option Supply-chain. *« Notre objectif est aussi de capter 25 % d'étudiants étrangers, ajoute Tamym Abdessemed. L'international est une différenciation forte dans un milieu concurrentiel et qui répond à l'exigence de certaines de nos formations »*.

« On parle de fertilisation croisée, poursuit Florent Montillot, *qui couple la formation supérieure, les recherches fondamentale et appliquée. C'est la raison pour laquelle la Métropole orléanaise a choisi d'investir en espèces sonnantes et trébuchantes dans les locaux d'AgroParisTech »*. 13 millions d'euros pour l'acquisition et la rénovation des bâtiments, en portage de fonctionnement sur six ans à hauteur de 8 millions d'euros.
Un peu cher chuchotent certains, pour former 25 étudiants la première année, 150 à terme. Mais une somme toute relative au regard des 25 millions investis par la profession du bâtiment pour la construction du CFA-BTP de Blois il y a six ans. *« Un outil d'exception qui a reçu le prix de l'innovation pédagogique »*, rappelle Franck Prêtre, secrétaire général de CFA-BTP. 25 millions, c'est aussi la participation du Conseil départemental du Loiret dans le futur campus Madeleine d'Orléans, où s'installera l'ESTP, l'École spéciale des travaux publics, à côté de la fac de droit. 20 millions d'euros c'est enfin le montant des travaux qui ont permis à l'ISC d'être au cœur d'Orléans aujourd'hui.

Même engagement du Conseil départemental de Loir-et-Cher. Claire Foucher-Maupetit en est vice-présidente, en charge de l'éducation, et elle-même enseignante en BTS Anabiotec. *« Si les collèges sont la partie la plus visible des compétences des Départements en matière d'enseignement, ils s'interressent aussi à l'enseignement supérieur, structurant pour le territoire »*. Ainsi, le Loir-et-Cher alloue une ligne budgétaire annuelle de 250 000€, d'une part pour le fonctionnement de l'INSA (institut public qui forme des ingénieurs – 830 élèves à Blois), d'autre part pour l'antenne universitaire François Rabelais. Le Département a aussi récemment débloqué 300 000€ pour aider la construction du nouveau bâtiment du CFA interprofessionnel, et bientôt, 1,8 million d'euros sur quatre ans pour le déploiement de l'INSA dans le quartier Gare. *« Quand l'occasion de stabiliser voire de développer l'existant se présente, il ne faut pas manquer le train »*, martèle Claire Foucher-Maupetit. L'opportunité se présente aussi dans le Vendômois. L'installation il y a deux ans de la nouvelle unité de Louis Vuitton a suggéré l'ouverture de nouvelles classes spécialisées. C'est la communauté d'agglomération Territoires vendômois qui a œuvré cette fois, pour que soit ouvert sans attendre un CAP maroquinerie. L'occasion se présentera de nouveau avec l'arrivée annoncée de l'unité de production cosmétique Sisley en 2025, toujours à Vendôme. *« Il faut que nous travaillions avec eux pour anticiper le besoin en main d'œuvre »*, insiste la vice-présidente, qui poursuit : *« Dans des territoires ruraux, il est essentiel de proposer une formation post-BAC à proximité de la résidence familiale, donc sans perturber la vie quotidienne, parfois fragile »*. D'où le soin particulier porté au développement des filières BTS, en lycées professionnels, suite logique pour un jeune qui ainsi, n'est pas contraint de partir. *« Les entreprises cherchent des candidats bien structurés, mieux que des surdiplômés. Des gens curieux, qui ont envie d'apprendre »*.

Franck Prêtre, secrétaire général de CFA-BTP.

Claire Foucher-Maupetit, vice-présidente du Conseil départemental de Loir-et-Cher, en charge de l'éducation.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

greta
VAL DE LOIRE

Fidélisez de nouveaux salariés.

L'alternance est une réponse aux difficultés de recrutement.
Nous vous accompagnons et vous proposons des CV profilés.

Du CAP à la Licence, nous formons à de nombreux métiers :

Banque | Assurance | Commerce
Vente | Secrétariat | Gestion
Comptabilité | Paie | RH Management
Bâtiment | TP | Construction | Énergie
Automobile | Industrie | Sécurité-incendie
Aide à la personne | Petite enfance
Hôtellerie-restauration | Tourisme
Intelligence artificielle | Numérique...

Contact : Guenaelle.Herter@greta-vdl.fr | 07 57 55 41 10

greta-vdl.fr

AUTOMATISME • CHAUDRONNERIE-SOUDAGE
COMMERCIAL-ASSISTANCE TECHNIQUE
CONCEPTION INDUSTRIELLE
ELECTRONIQUE • ELECTROTECHNIQUE
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE • MAINTENANCE INDUSTRIELLE
OUTILLAGE-USINAGE • PROCESS DE PRODUCTION
ROBOTIQUE INDUSTRIELLE
DU CAP AU BAC+5

L'APPRENTISSAGE DANS L'INDUSTRIE

#FIERS DE FAIRE DU CONCRET.

Le Pôle formation UIMM / CFA de l'Industrie (CFAI) Centre-Val de Loire est le 1er centre de formation aux métiers des industries en Centre-Val de Loire.
PLUS D'INFORMATIONS SUR CFAI-CENTRE.FR I TÉL. 02 38 22 00 88

UIMM
PÔLE FORMATION
Centre-Val de Loire
LA FABRIQUE DE L'AVENIR

La course au financement

Pour autant, les écoles publiques et privées, doivent se financer. *« Polytech sait former un ingénieur en cinq ans, pour 8 000€ par an »*, explique Christophe Leger. Mais les parents ne paieront pas ce prix, entre la bourse et les aides diverses, ce sera plutôt 600€/an. Idem pour l'école publique de Journalisme de Tours que les étudiants peuvent suivre sans bourse délier : 243€/an ! De l'avantage de l'enseignement public.
L'école doit donc chercher des financements complémentaires. *« L'équilibre financier est un exercice difficile*, confirme Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech. *Les collectivités locales nous aident dans l'investissement, l'État participe au fonctionnement. S'ajoutent les droits d'inscription et les ressources que l'on génère par des partenariats avec des entreprises qui nous aident à remplir nos missions ».*

Avec un budget annuel de 10 millions d'euros, (dont 7 millions de salaires payés par l'État), le budget de Polytech est en grande partie le fruit de collaborations croisées avec le monde de l'entreprise. Les écoles détachent des postes dédiés à cette mission : aller chercher les partenariats ou le prêt de matériels auprès des entreprises.
Les écoles privées ne s'affranchissent pas de cette recherche de partenariats, bien qu'elles misent principalement sur la scolarité. Souvent entre 8 et 10 000€ voire 15 000€ pour l'ESSEC ; la marque se paye, mais les diplômés sauront remercier leurs parents et en faire bon usage sur leur CV.

Laurent Bigot

EPJT, de Tours aux confins de l'Afrique

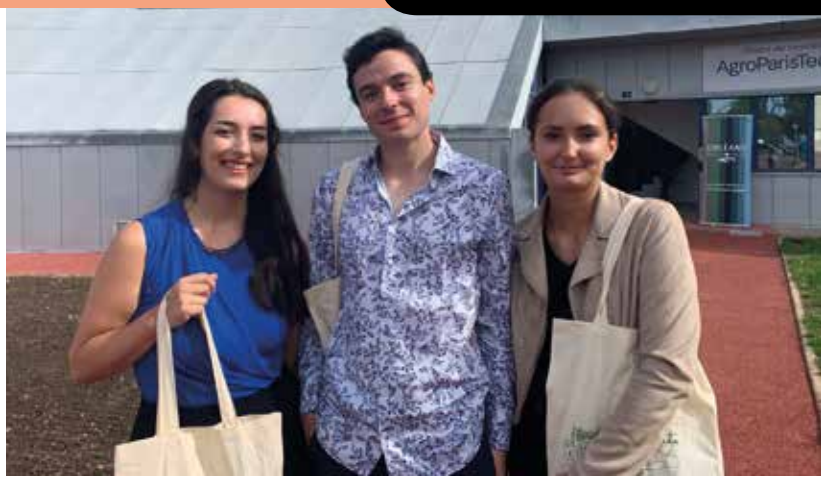
Créée en 1968 au sein de l'IUT et de l'Université de Tours, l'EPJT, École publique de journalisme, s'inscrit dans la centaine de formations journalistiques en France… Mais elle compte parmi les 14, seulement, à être reconnues par la profession. Chaque année, un millier de candidats tentent le concours pour seulement 36 places. *« L'admission se fait à Bac+3, détaille Laurent Bigot, son directeur. Qu'importe le cursus initial des candidats, nous misons sur la diversité à l'entrée ; puis ils font ici deux années de master »*. Deux ans durant lesquels les jeunes, ou moins jeunes d'ailleurs (certains sont en reconversion professionnelle), vont acquérir les fondamentaux du métier, de l'écriture print au web multimédia, de la géopolitique aux techniques audiovisuelles. *« La double reconnaissance par l'enseignement supérieur et la profession est essentielle*, poursuit Laurent Bigot, *elle donne au cursus une grande valeur et aux étudiants une légitimité immédiate »*. Tout comme l'activité de recherche que les enseignants développent sur des aspects essentiels et actuels du métier, comme le fact checking ou l'éducation aux médias.
C'est pourquoi l'attractivité est nationale, voire internationale, puisque des candidats étrangers s'y inscrivent aussi. Au-delà de l'enseignement fondamental, l'EPJT s'est d'ailleurs fait une spécialité d'être très présente à l'étranger. Elle participe aux Assises internationales du journalisme de Tunis et Bruxelles, développe des projets pédagogiques au Maroc, en Tunisie, au Liban, et forme des professionnels en Afrique subsaharienne. Pour tout cela, la ville de Tours, sans en être financièrement partie prenante, reconnaît l'EPJT pour l'aura qu'elle donne au territoire, au point que la remise des diplômes est accueillie dans les salons de l'hôtel de ville !

SLM

Reste la taxe d'apprentissage. Toutes les entreprises versent en moyenne 0,68% de leur masse salariale au titre de la formation. Une partie peut être versée à l'école de leur choix. On comprend que ces dernières soignent leur fichier d'entreprises partenaires. *« C'est une part importante de leurs revenus annexes, convient Christophe Léger. Cela permet d'investir dans des matériels pédagogiques ou de l'enseignement innovant »*.

Entre unification et saine émulation

Qu'on ne s'y trompe pas, si les écoles constituent des groupes économiques forts, leur implantation répond à des critères économiques tout aussi forts. Pas question qu'une école perde de l'argent, il en va de la qualité de l'enseignement dispensé, de la notoriété et in fine de la survie de l'école. Une école ne s'installe pas en terrain conquis où bon lui semble. Il faut répondre à la « *politique de site* », c'est-à-dire à une logique de territoire. Par exemple, quand l'ESTP, École spéciale des travaux publics, a répondu à l'appel à projet de la métropole orléanaise pour l'implantation d'une école d'ingénieur, elle arrivait à Orléans frontalement à l'enseignement dispensé dans l'une des spécialités de Polytech. Il a donc fallu qu'elle s'entende avec l'école universitaire pour adapter ses cursus et ainsi obtenir de la Commission des titres d'ingénieurs, son accréditation.



Valentine, François et Léa sont issus des écoles du groupe ParisTech. De Metz et Dijon, ils viennent d'intégrer AgroParisTech Orléans en cinquième année de leur cycle d'ingénieur. Tous tiennent le même discours : « *Cette nouvelle antenne répond à notre attente d'entrer dans le monde de la cosmétique. Clairement, la région Centre-Val de Loire est le site idéal* ».

Car en matière d'enseignement supérieur, les choses sont clairement établies. Le processus de Bologne uniformise dans 48 pays signataires, et ce, depuis 1998, les temps de formation et les obtentions de diplômes. L'objectif était double : permettre la reconnaissance des différents titres et grades universitaires permettant l'admission d'étudiants dans des systèmes d'enseignement supérieur étrangers, et faire de l'Europe un espace compétitif à l'échelle mondialisée de l'économie de la connaissance.

Laurent Buisson, directeur général d'AgroParisTech.

Développer la dimension humaine des étudiants

L'Épicentre : *Qu'est-ce qui préside à l'installation d'une école ?*
Laurent Buisson : *La volonté de s'ancrer dans des écosystèmes qui correspondent à nos secteurs d'intervention naturel ; la forêt à Nancy, l'eau et la télédétection à Montpellier, la cosmétique et l'agriculture en Val de Loire.*
On s'implante dans un site où l'on développe en même temps des activités de recherche et d'innovation. Nous choisissons d'investir dans un site pour renforcer ce débouché.

L'Épicentre : *Quelle est votre relation avec la société de demain ?*
Laurent Buisson : *Les établissements d'enseignement supérieur cultivent le sens critique. Nous transmettons la connaissance nécessaire du cadre social dans lequel les nouveaux process et produits vont rencontrer la société, et la manière dont ces technologies vont se transformer en nouveaux usages.*
Les acteurs vont devoir négocier parfois autour de ressources rares, c'est une dimension humaine importante que nous essayons de développer chez les étudiants, avant qu'ils ne soient confrontés à cette question délicate.

Ces profs dont on rêve !

Pour autant, la hache de guerre n'est pas complètement enterrée dans le monde de la formation. *« C'est une saine émulation*, relativise Christophe Leger, *cela permet de progresser dans notre approche pédagogique »*. Cela commence par la qualité des enseignants. L'université revendique ses enseignants-chercheurs, qui travaillent sur ce qui se fait de mieux au monde. Le plasma par exemple, un gaz ionisant auquel on ne prédisait pas un grand avenir, qui s'est finalement invité dans la médecine et nos téléviseurs. Les chercheurs revendiquent cette curiosité, cette appétence pour les sujets sans réponse immédiate !
Les écoles privées, elles, recrutent des professeurs agrégés et des vacataires issus du monde de l'entreprise. *« Les enseignants ont un profil souvent académique*, reconnaît Laurent Buisson, d'AgroParisTech, *qui peut se doubler d'une expérience en entreprise, voire à l'international »*. Mais il y a des exceptions. Au sein de l'ISC par exemple, école privée donc, 60 % des profs sont aussi enseignants-chercheurs. Docteurs qui mènent leurs travaux sur des sujets économiques et qui publient dans des revues internationales. Les 40 % restants sont chefs d'entreprise ou directeurs marketing.

La difficulté est de pouvoir les payer. L'université n'a pas ce problème puisque l'État prend les salaires en charge, *« souvent pas assez »*, disent certains directeurs d'universités ! Même si depuis 2008, année où Valérie Pécresse leur a donné leur autonomie, les universités peuvent recruter certains profs en CDI, ce qui permet de s'offrir une pointure mondiale et d'entrer en rivalité avec d'autres universités, y compris étrangères.

ISC Campus Orléans.

Autre point de rivalité entre le privé et le public, c'est la capacité d'adaptation aux besoins du marché. Quand un métier ne fait plus recette, l'école privée ferme la formation, ce que l'université ou l'école publique ne sait pas faire. Impossible en effet de licencier un enseignant/chercheur fonctionnaire… on ne peut pas tout avoir !

Changer de paradigme

Franck Prêtre, est secrétaire général de BTP-CFA : cinq établissements en région Centre-Val de Loire, 3 000 alternants de 16 à 30 ans, et parfois plus si l'on ajoute les personnes en reconversion. Il est convaincu que les entreprises ont besoin de tous les niveaux de formation. *« Il faudra faire sauter la frontière entre infra et supra-BAC ; notion si tenace en France qu'il n'est pas de salut sans diplômes de l'enseignement supérieur »*. Le secrétaire général prêche naturellement pour sa paroisse, donc en faveur de la professionnalisation qualifiante plus que de la scolarisation académique. À bien y regarder, les chefs d'entreprise comme les jeunes en formation, veulent des métiers qui ont à la fois du sens et une forte valeur ajoutée. *« Tout le monde n'est pas fait pour être BAC+6, mais tout le monde veut intégrer l'entreprise, avec un travail dont a besoin la société »*. Et Frank Prêtre de prendre l'exemple de l'environnement. *« Le bâtiment est de tous les secteurs, le plus impacté par la révolution écologique. Les formations du bâtiment, quel qu'en soit le niveau, se rattachent à une approche vertueuse, avec les nouvelles technologies, la conception et la réalisation »*. Fluides, Domotique, enveloppe du bâtiment, à bien y regarder, les têtes de chapitres du CFA ne sont pas si éloignées de celles de Polytech ! Franck Prêtre ajoute que *« les CFA s'apparentent plus aujourd'hui à des incubateurs où sont abordées les nouvelles technologies et la convergence des réflexions »*.

Où l'on comprend que la formation n'a de supérieure que le niveau où elle entraine les élèves, les étudiants, les apprentis, qu'importe leur nom. Tous vont sur les bancs de l'école, dans les ateliers, les laboratoires, en entreprise, et même à l'étranger par le biais d'Erasmus. Ils trouvent ainsi des perspectives d'évolution, et donnent un sens à leur vie. Au-delà du travail rémunéré, c'est une quête de l'épanouissement qui se joue dans l'enseignement supérieur.

> *« Il faudra bien faire sauter la frontière entre infra et supra-BAC »*

Franck Prêtre, secrétaire général CFA-BTP Centre

« Quand je serai grand, je serai commercial.e »

Implanté à Châteauroux et à Blois, le CCI Campus Centre continue son développement pour accompagner les entreprises dans leurs besoins en recrutement de collaborateurs notamment par le biais de l'alternance.

CCI Campus Centre, ce sont notamment 350 alternants en commerce qui ont intégré le centre de formations depuis septembre 2022. Des parcours de formation riches, intenses et professionnels. *« Notre sentiment de fierté ? C'est l'accomplissement de nos étudiants à travers leurs alternances. Nous sommes à 95 % de taux de réussite au diplôme. »* assure l'équipe pédagogique.

Faire vivre le territoire et participer à son attractivité

CCI Campus Centre s'étend au plus proche des entreprises grâce aux partenariats établis avec le CFA Orléans Métropole ou le CFA des Métiers de Joué-lès-Tours par exemple, à travers les formations *« Négoventis »* (voir encadré). Avec un point commun : l'ambition d'accompagner les apprenants dans leurs parcours de formation, leurs dispenser des cursus enseignés par des professionnels et proposer des formations en lien avec les besoins en compétences des entreprises pour le développement du territoire. Aux côtés des entreprises, l'ambition de CCI Campus Centre est d'assurer aux alternants une formation professionnalisante et polyvalente, les accompagner dans le développement de leurs compétences et l'atteinte des objectifs de recrutement des entreprises. Les chargées de relation entreprise du centre de formation l'affirme d'ailleurs : *« Que vous soyez commerçants de centre-ville, professionnels de l'industrie, dans le secteur du Tourisme, de l'hôtellerie-restauration, du commerce, de la vente, de la banque-assurance, du digital ou encore de la grande distribution ; nos formations forment vos collaborateurs ''commerciaux'' de demain. »*

Pour en savoir plus et contacter les conseillères en formation :
Karine Jacquet et Justine Louis,
Chargées de Relation Entreprise

Karine.jacquet@loir-et-cher.cci.fr
Justine.louis@loir-et-cher.cci.fr
02 54 57 25 25

Le réseau ''Négoventis'' qu'est-ce que c'est ?

« Négoventis » c'est le label des formations du réseau des CCI aux métiers commerciaux.
Un gage de sérieux et d'expertise avec :
- 6 500 nouveaux diplômés chaque année
- Plus de 90% de réussite à l'examen pour les candidats
- Plus de 80% des diplômés qui trouvent un emploi

Entretien avec François-Xavier Dillard, auteur tourangeau

Né à Paris en 1971, François-Xavier Dillard est l'auteur à succès de nombreux thrillers, dont Fais-le pour maman (prix des Nouvelles Voix du polar Pocket 2017) et Prendre un enfant par la main (Belfond, 2020). Si les faits divers et drames familiaux sont le point de départ de tous ses romans, à l'orée du huitième, l'homme s'est confié sur sa trajectoire d'écrivain et une success-story qui doit beaucoup aux belles rencontres.

L'Épicentre : *L'écriture s'inscrit-elle comme une évidence dans votre parcours professionnel ?*
François-Xavier Dillard : *Dans ce chemin qui m'a conduit à l'écriture, le rôle de la lecture est déterminant. Boulimique de lecture, fort de deux ou trois livres par semaine, je voue une passion pour les mots. De l'enfance chez mes parents, je me rappelle l'invitation à piocher dans la grande bibliothèque où aucun livre n'était interdit. Mon intérêt se portait sur la science-fiction et le fantastique.*
Si je travaille actuellement pour une filiale d'EDF à Tours, les mots et l'écriture ont un peu traversé ma carrière à l'occasion notamment d'un poste de directeur de la communication. J'ai aujourd'hui deux métiers que j'adore.

L'Épicentre : *Comment a démarré votre carrière d'écrivain ?*
François-Xavier Dillard : *J'ai d'abord écrit une pièce de théâtre et l'ai fait jouer par une troupe en lecture. La première fois que je me suis assis à une table pour écrire remonte à 2005-2006. Quand on commence à écrire, il n'y a guère de méthode si ce n'est se souvenir des auteurs lus. Au début, cela est maladroit. L'écriture exige d'aller à l'essentiel et nécessite du temps pour éviter le farfelu permettant de tenir en haleine le lecteur.*

L'Épicentre : *Votre premier roman Un vrai jeu d'enfant, aux éditions Fleuve noir publié en janvier 2012 est une success-story. Vous nous racontez ?*

François-Xavier Dillard, auteur.

François-Xavier Dillard : *Ce premier roman publié est une chance oui ! Lors d'un dîner parisien, mon voisin de table était commercial dans un groupement de maisons d'édition, Éditis. Ce dernier plaisante en disant « on essaie toujours de me refiler un manuscrit à un dîner ». Au fil de nos échanges, il me conseille finalement de retravailler mon manuscrit, de le lui adresser et il s'engage à le faire suivre à l'éditrice de Fleuve noir. Le temps me paraît incroyablement long ensuite… Donc, en l'absence de réponse, je relance le commercial avec cette impression de le harceler et lui celle de harceler l'éditrice (rires) ! Et puis un jour, je suis finalement appelé par l'éditrice et tout commence.*

L'Épicentre : *Aujourd'hui, vous avez sept romans à votre actif et le huitième est en cours d'écriture pour une parution en 2023. Vos romans semblent partir très souvent de faits divers…*
François-Xavier Dillard : *C'est le cas effectivement. J'ai, par exemple, rencontré l'avocat des Courjault, Maître Marc Morin. Cette affaire terrible va révéler au grand public la réalité des dénis de grossesse et, plus largement, comment la violence psychologique d'une maternité peut saccager l'équilibre précaire de certaines femmes trop fragiles. Le déni de grossesse est un révélateur de la puissance de l'esprit sur le corps.*
J'aime étudier l'enfance, ses traumatismes qui, j'en suis convaincu, marquent des générations. La famille est un terrain de jeu pour un thriller et les statistiques le démontrent malheureusement.

N.B. Le ministère de l'Intérieur, dans une étude nationale sur les morts violentes au sein du couple parue en 2020, relève cette année-là 125 morts violentes au sein du couple recensées par les services de police et unités de gendarmerie, contre 173 l'année précédente. 14 enfants mineurs sont décédés dans la sphère familiale, victimes d'infanticides ou dans un contexte de violences conjugales (contre 25 en 2019).

L'Épicentre : *Dans ce huitième roman, vous souhaitez rompre avec vos sujets de prédilection, est-ce exact ?*
François-Xavier Dillard : *Effectivement, dans ce huitième romain, il ne sera pas question d'enfance. Je vais offrir à mes lecteurs un nouvel univers.*

L'Épicentre : *Le quotidien d'un écrivain ressemble à quoi ?*
François-Xavier Dillard : J'ai l'habitude d'écrire le soir, dans les transports en commun. Dans ma vie, j'ai une épouse formidable qui s'occupe beaucoup de la logistique. Je ne la remercierai jamais assez, vous pouvez l'écrire !

Camille Colloch

Un docu-BD consacré à Tours et réalisé par des Tourangeaux

Découvrez l'histoire de Tours à travers le docu-BD qui lui est consacré et qui vient de sortir aux éditions Petit à Petit. Une bonne façon, en explorant son passé, de mieux comprendre la ville telle qu'elle est aujourd'hui !

Le premier tome du docu-BD Tours, réalisé par un scénariste*, un rédacteur** et des dessinateurs*** locaux, vient de sortir. Il raconte la naissance de la métropole qu'elle est aujourd'hui : de la fondation d'une cité gallo-romaine nommée Caesarodunum à la Révolution française en passant par sa nomination au rang de capitale de la Lyonnaise troisième ou encore les guerres de religion. Grâce à une documentation riche qui s'appuie sur des faits avérés, des reconstitutions des lieux et des archives historiques, les différents chapitres retracent le destin tumultueux d'une ville chargée d'histoire.

« Avec les éditions Petit à Petit, nous nous sommes rendu compte qu'aucun livre de ce type n'était consacré à Tours, raconte Guillaume Fischer. *Pourtant, l'histoire de la ville est suffisamment riche pour mériter une BD. Nous étions tous plutôt contents de mettre en valeur le passé de Tours qui est souvent méconnu de ses habitants, de leur permettre de découvrir des lieux qu'ils côtoient tous les jours sans connaître leur histoire. »*
Les habitants vont en apprendre plus sur leur ville en lisant ce docu-BD,

mais les équipes qui ont travaillé à sa création aussi ! *« En tant que Tourangelle d'adoption, participer à l'illustration du docu-BD sur Tours était l'occasion pour moi d'en savoir plus sur l'histoire de cette ville,* indique Cynthia Thiéry. *J'habite dans cette ville depuis dix ans et je n'avais jamais pris le temps d'en faire une visite avec un guide historien. Le chapitre que j'ai illustré se passe à l'époque gallo-romaine et, de cette époque, il ne reste que peu de pierres visibles dans l'espace public. Cela m'a permis de faire des recherches et de découvrir à quoi ressemblait ma ville à cette époque. »*

** Guillaume Fischer*
*** Cédric Delaunay*
**** Cynthia Thiéry, Philippe de la Fuente, Gilles le Coz, Mayeul Vigouroux, Stéphanie Lezzerio, Yann Le Nénan, Gero Grassi, Fabio d'Auria, Paolo Loreto*

Estelle Cuiry

Un ouvrage consacré à la longue tradition de l'art du vitrail en Touraine

Le service Patrimoine et Inventaire de la Région Centre-Val de Loire recense, étudie et fait connaître le patrimoine historique, artistique et technique de la France. Il publie les résultats de ses recherches dans de beaux ouvrages. Le dernier à son actif : Le vitrail en Touraine au XIXe siècle.

Au cours de sa longue histoire, l'art du vitrail a connu plusieurs révolutions esthétiques et techniques. Longtemps décrié, le XIXe siècle se révèle comme un troisième âge d'or qui, après le XIIIe siècle et la Renaissance, a vu ressurgir un art dont on redécouvre alors les secrets.
Riche de nombreuses verrières anciennes, la Touraine participe pleinement à ce regain d'intérêt. À la faveur du Romantisme et d'un goût prononcé pour le Moyen Âge, mais aussi grâce à un renouveau du sentiment religieux et à la naissance progressive de la notion de patrimoine, des artistes venus de divers horizons fondent des ateliers de peinture sur verre. À l'aube de l'ère industrielle, certains d'entre eux connaissent un succès considérable. Ainsi naît la Manufacture de vitraux peints de Tours, gérée de 1847 à 1904 par la famille Lobin.
Parallèlement à cette prestigieuse maison, d'autres ateliers, animés bien souvent par d'anciens élèves de Julien-Léopold Lobin comme Julien Fournier ou Armand Clément, sont actifs en Indre-et-Loire. Ces expériences multiples font de la Touraine un véritable foyer de création artistique, rayonnant bien au-delà de ses limites géographiques et attirant

Tours, brasserie L'Univers. Verrière en couverture, Julien et Lux Fournier,1886 et 1896.

de nouveaux talents, nourris par des expressions très diverses, qu'elles aient touché à l'architecture, à la peinture ou aux arts décoratifs.

L'association Rencontre avec le patrimoine religieux et le service Patrimoine et Inventaire de la Région Centre-Val de Loire ont mené une enquête visant à recenser de manière exhaustive le patrimoine verrier du département. Cette enquête a permis d'inventorier et d'étudier près de 3 000 verrières, réparties dans 358 édifices et 257 communes d'Indre-et-Loire. Les résultats de cette investigation thématique sont compilés dans l'ouvrage Le vitrail en Touraine au XIXe siècle - Un foyer de création, paru tout récemment aux éditions Lieux dits. Les textes d'Olivier Geneste sont illustrés de magnifiques photographies de Thierry Cantalupo, Vanessa Lamorlette-Pingard et François Lauginie.

Estelle Cuiry

ReparToursNTruck, le réparateur d'électroménager itinérant

Au volant de son fidèle destrier, une camionnette Citroën vert anis, baptisée "Pépère", Hugues Grenouillat sillonne l'Indre-et-Loire chaque semaine à la rencontre des particuliers dont les appareils électroménagers ne fonctionnent plus. Convaincu que plusieurs vies sont offertes aux appareils si nous choisissons de réparer plutôt que d'acheter du neuf, ce passionné est devenu en quelques mois le réparateur itinérant que l'on s'arrache…à raison !

Offrir plusieurs vies à l'électroménager, une nécessité

Pendant 18 ans, Hugues Grenouillat a travaillé dans l'univers de la grande distribution. Diplômé en électronique, il évolue et passe de la vente au SAV. Dès 1997, il voit s'opérer un changement de paradigme : les géants de la grande distribution prônent l'hyper consommation et il n'est plus question de réparer.

Le Covid-19 fait office de déclencheur pour ce passionné de réparation qui aspire au changement. Il va alors créer son entreprise. Accompagné par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Hugues se lance, début 2022, et concrétise son projet de réparation itinérante de produits électroménagers. Il a réalisé en amont une étude de marché qui a confirmé l'existence d'un marché.

Dans son projet, lutter contre l'obsolescence programmée est son mantra : *"on se plaint du réchauffement climatique, mais que met-on en œuvre pour aider ?"* Or, Hugues en est convaincu, *"tout est réparable. Nous pouvons offrir autant de vies que les gens donneront aux appareils. C'est une aberration écologique de jeter."*

Hugues Grenouillat devant son camion Citroën baptisé "Pépère".

Pour exercer, il lui faut un véhicule et c'est sur un camion vert anis restauré à Lodève qu'il jette son dévolu. Il lui faudra trois jours pour remonter *"Pépère"* de Gignac vers Tours, le camion ne dépassant pas les 75 km/h. *"Ce camion nous rappelle qu'il faut prendre son temps dans cette société où tout va trop vite"*, glisse Hugues, affairé à réparer une machine à café.

À Ballan-Miré, Montbazon, Langeais et Azay-le-Rideau, Hugues rencontre ses clients, mais il fait également des dépannages à domicile. Ce sont toutes les classes d'âges qui lui apportent lampes de chevet, aspirateur des années 70, machines à café, sèche-cheveux, centrale-vapeur, radio, micro-ondes, ou plus récemment pompe à bière... Hugues répare tout au tarif d'un euro la minute. À la question *"que faites-vous si le produit est irréparable ?"*, Hugues a la solution : *"même si cela est rare, je propose aux clients de me laisser le produit non-recyclable."*

Le camion, une célébrité

Avec ses 6,20 m de long, le camion de 1968 est à lui seul une curiosité. Des partitions de musique recouvrent le plafond et cohabitent avec des affiches de publicités vintages des années 20 ou encore un article sur mai 68. Hugues n'a pas souhaité changer grand-chose, mais a rendu l'intérieur compatible avec son activité. Le recyclage est une valeur chère à son cœur et les casiers de pommes sont devenus des étagères à côté de l'établi de 1900.
L'électricité du camion provient, quant à elle, des panneaux solaires installés sur son paravent et l'eau de pluie est récupérée.

Les demandes de réparation arrivent en nombre et émanent autant des particuliers que des communes qui le sollicitent sur leur territoire. Lancée officiellement le 16 mai dernier, Hugues le Réparateur compte déjà plus de 390 clients et à l'approche de Noël, il invite à *"penser au réemploi, au cadeau de seconde main."*

Contact : Page Facebook "ReparToursNTruck"
Tél. 07 69 93 02 36

Camille Colloch

La professionnalisation du marché de l'occasion en région Centre-Val de Loire

Meubles, livres, vêtements, électroménager, voitures,… Aujourd'hui, tout (ou presque) s'achète d'occasion ! Ce marché est pleinement implanté en France, en Europe et partout dans le monde. Ciblant d'abord les petits budgets, des entreprises se sont spécialisées dans la vente de ces produits réutilisables.

Un pantalon qui traine dans votre armoire, un livre de cuisine que vous n'avez jamais ouvert, un canapé qui ne va plus avec votre nouvelle déco, … Avant, ces objets, dont on ne se servait plus, on les donnait à sa famille, un ami, un voisin ou à une association. Désormais, la seconde main est devenue un véritable marché au sein duquel particuliers et professionnels se côtoient. Chez les particuliers, les sites internet tels que Vinted, Back Market ou encore Leboncoin sont connus de tous.

Du dressing à la bibliothèque

Mais, certains ont décidé de faire de la vente de produits déjà utilisés leur nouvelle activité professionnelle. C'est le cas notamment de Soria Tadmaya qui a ouvert, en avril 2021, les portes de Mafrip, à Romorantin-Lanthenay (41). *« La seconde main est en train de se démocratiser,* se réjouit-elle. *Ce n'est plus une honte d'acheter d'occasion, ça devient même une fierté. »*

D'autres ont fait ce choix bien plus tôt, comme Sophie Ducoudré, propriétaire de la librairie Des livres et vous… à Montargis (45). Ayant commencé à vendre des livres d'occasion sur eBay il y a 18 ans, la cheffe d'entreprise propose aujourd'hui plus de 30 000 références qu'elle expédie partout en France et dans le monde, notamment en Europe, aux Etats-Unis et au Canada. *« Si les bouquinistes ne se mettent pas sur internet, ils meurent,* constatent la libraire. *C'est grâce à ça que l'on tient et que mon entreprise existe toujours. »*

Sophie Ducoudré, propriétaire de la librairie Des livres et vous…

Le marché de l'occasion en quelques chiffres

Selon une étude publiée en janvier dernier, le marché de la seconde main représente aujourd'hui plus de sept milliards d'euros en France et 86 milliards d'euros en Europe. Preuve de son évolution positive, ce chiffre était de cinq milliards d'euros en France en 2007 et 5,5 milliards d'euros en 2012. Aujourd'hui, une personne dépense en moyenne 70€ par an sur le marché de l'occasion. 27% des objets de seconde main vendus sont des meubles et des articles de déco, suivis des livres à 12%. D'autre part, le prêt-à-porter et les articles de luxe observent la plus forte croissance de leurs parts de marché. Concernant le high-tech, un Français sur cinq affirme avoir déjà revendu son smartphone.

Soria Tadmaya, propriétaire de Mafrip.

Acheter pas cher : acheter plus ?

Malgré l'engouement que connait le marché de l'occasion, une question demeure : la seconde main remet-elle réellement en cause la société de consommation dans laquelle nous évoluons ? Non, car proposer ces articles, forcément moins chers que le neuf, peut pousser certains consommateurs à consommer davantage. Consommer d'occasion ne veut pas dire consommer moins et cela peut même avoir l'effet inverse.

Il faut cependant reconnaitre que la diversité de profils de consommateurs entraine nécessairement une diversité de comportements de consommation. L'acheteur compulsif, dans une friperie ou dans une librairie d'occasion, côtoie l'acheteur raisonné et raisonnable. *« Les gens font attention,* explique Soria Tadmaya. *Ils réfléchissent. Ils aiment se faire plaisir, mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix. »* Le marché de l'occasion, loin d'être dépassé, a donc de belles années devant lui.

Maxence Yvernault

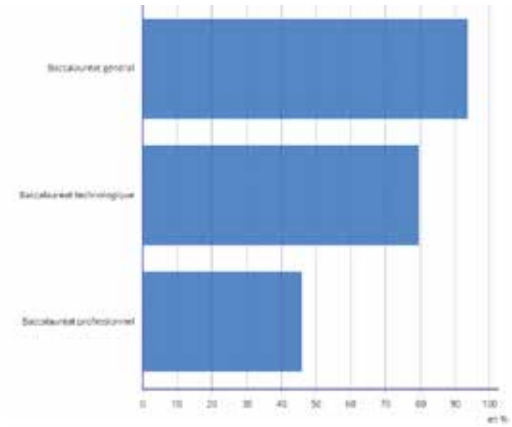
L'enseignement supérieur en Centre-Val de Loire et en France

En chiffres

66 400
C'est le nombre d'étudiants dans la région (2021) et et 6 200 chercheurs publics et privés (2019).*

+ 58%
C'est l'augmentation du nombre d'apprentis inscrits en BTS en 2020-2021 dans la région. La croissance du nombre d'apprentis en Centre-Val de Loire s'explique en effet en partie par la progression des inscriptions dans les diplômes de l'enseignement supérieur. De plus en plus de jeunes s'inscrivent également en Mention Complémentaire (+40 %), d'inscriptions, notamment en zinguerie, pâtisserie-glacerie, maintenance automobile - signe que les poursuites d'études sont de plus en plus fréquentes. En revanche, le nombre de jeunes inscrits en CAP est en baisse (-5 %).**

Inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur selon la filière du baccalauréat en 2021***

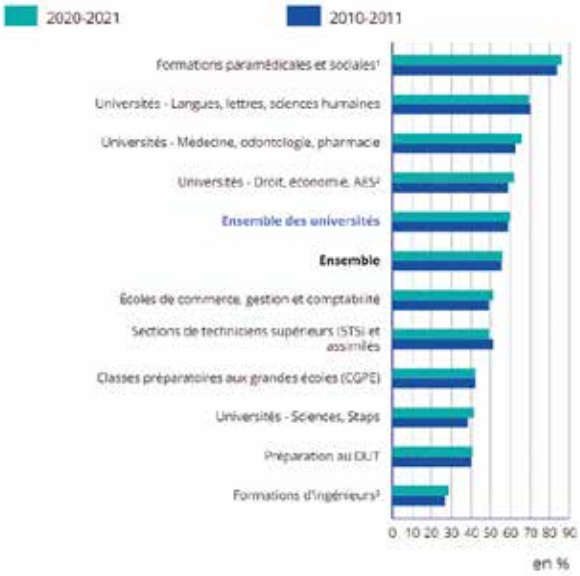


en %

Filière	2021
Baccalauréat général	93,7
Baccalauréat technologique	79,7
Baccalauréat professionnel	46,0

- Note : hors inscriptions simultanées en licence et classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).
- Lecture : en 2021, 93,7 % des bacheliers ayant obtenu un baccalauréat général sont inscrits dans l'enseignement supérieur.
- Champ : France.
- Source : SIES.

Part des femmes dans les formations d'enseignement supérieur



Répartition des sortants de formation initiale en fonction de ler diplôme le plus élevé, par sexe

	Moyenne annuelle des années de sortie 2016, 2017 et 2018			
	Ensemble		Femmes	Hommes
	en milliers	en %	en %	en %
Diplôme du supérieur	**342**	**46**	**51**	**40**
Master, doctorat	115	15	18	13
École d'ingénieurs, école de commerce	64	9	10	7
Licence	74	10	11	9
BTS, DUT ou équivalent	81	11	11	11
Paramédical ou social	7	1	2	0
CAP, BEP, baccalauréat	**309**	**41**	**38**	**44**
Baccalauréat	239	32	31	33
Baccalauréat général	*71*	*9*	*10*	*9*
Baccalauréat technologique	*43*	*6*	*5*	*6*
Baccalauréat professionnel ou assimilé	*125*	*17*	*16*	*18*
CAP, BEP ou équivalent	70	9	8	11
Aucun diplôme, brevet des collèges	**95**	**13**	**10**	**15**
Diplôme national du brevet seul	53	7	6	8
Aucun diplôme	42	6	4	7
Ensemble	**746**	**100**	**100**	**100**

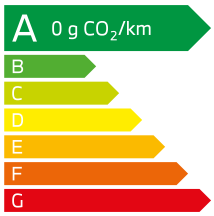
Lecture : en moyenne sur 2016, 2017 et 2018 , 46 % des sortants de formation initiale sont diplômés de l'enseignement supérieur.
Note : en raison des arrondis, les totaux peuvent différer de la somme des éléments qui les composent.
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, sortants de formation initiale.
Sources : Insee, enquêtes Emploi 2017, 2018 et 2019, estimations de population, recensement de la population ; traitement MEN-MESRI-DEPP.

Données et analyses :

** Académie Tours-Orléans*
*** Baromètre Institut Supérieur des Métiers -MAAF*
**** Insee*

ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
Région Centre-Val de Loire
LES EXPERTS-COMPTABLES
Des conseils pour envoyer du lourd.

Amplitude Automobiles Tours
7, rue Benjamin Franklin
37170 Chambray-lès-Tours
02 47 27 21 21



*Exemple pour une BMW iX1 xDrive30 xLine avec Pack Premium. 36 loyers linéaires : 590 €/mois. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000 km incluant l'extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier auprès de BMW Finance. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une BMW iX1 xDrive30 xLine avec Pack Premium chez Amplitude Automobiles avant le 31/12/2022 sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation d'énergie électrique : 17,3 - 18,4 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 413 - 438 km ; autonomie en ville : 563 - 574 km. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO_2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Après déduction du bonus écologique de 2000 €, sous réserve d'éligibilité conformément au décret en vigueur.
Modèle présenté : BMW iX1 xLine avec options à 890 €/mois sans apport.
[2]Recharge illimitée sur le réseau Ionity, exclusivement en France pour une durée de 12 mois. Offre de BMW France, SA au capital de 2 805 000 € - RCS Versailles 722 000 965, valable pour toute commande d'une BMW i4, BMW iX, BMW iX3 ou BMW i7 neuve auprès d'un Concessionnaire participant du réseau BMW en France, du 01/04/2022 au 31/12/2022, sous réserve de création d'un compte BMW Charging par le client et de l'activation du code promotionnel associé, dans les 30 jours suivant la livraison du véhicule. Conditions sur BMW.fr/recharge.

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer